

§ 2. Elke afwezigheidsdag waarmee het in § 1 van dit artikel vastgelegd aantal wordt overschreden, valt ten laste van de gebruiker die deze dag aan de dienst voor woonressources terugbetaalt.

Art. 11. Als een sinds ten minste één jaar erkende eenvoudige of uitgebreide woonresource een gebruiker tijdens ten minste 6 maanden voltijds begeleid heeft, verkrijgt ze tijdens 30 dagen na het vertrek van de gebruiker een compenserende vergoeding ten belope van 50 % van het in artikel 6, § 2, van dit besluit vermeld basistarief, behalve bij toepassing van artikel 4, § 3, van dit besluit.

Afdeling II. — Persoonlijke participatie van de gebruiker en terugbetaling

Art. 12. § 1. De persoonlijke participatie van de gebruiker wordt vastgelegd met toepassing van artikel 5 van het besluit van de Regering van 21 februari 1996 tot vastlegging van de persoonlijke participatie in de inrichtingen en diensten van de Duitstalige Gemeenschap voor gehandicapten.

§ 2. De gebruiker betaalt de persoonlijke participatie aan de dienst voor woonressources.

Art. 13. De Dienst bepaalt de voorwaarden waaronder de door de gebruiker aangegane gezondheidskosten worden terugbetaald. Zowel de wettelijke persoonlijke participatie als de aard en het bedrag van de gezondheidskosten worden in aanmerking genomen.

Afdeling III. — Indexering

Art. 14. Alle in dit besluit vermelde bedragen worden geïndexeerd met toepassing van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Het spilindexcijfer is gebaseerd op het basisindexcijfer der consumptieprijzen basis 1996 = 100.

De in dit besluit vermelde bedragen stemmen overeen met de waarde van het spilindexcijfer op 1 september 2005, t.w. 116,15.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 15. Het besluit van de Regering van 5 juni 1998 betreffende de opname van gehandicapten in «woonressources» wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2006.

Art. 17. De Minister bevoegd inzake Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit. Eupen, 13 juli 2006.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President,
Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme
B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4139

[2006/203317]

7 JUILLET 2006. — Arrêté ministériel relatif aux obligations en matière de jachères en cas d'application du régime de paiement unique visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, paragraphe 1^{er}, point 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 319/2006 de la Commission du 20 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2183/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 489/2006 de la Commission du 24 mars 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aides prévus aux titres IV et IVbis dudit Règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 263/2006 de la Commission du 15 février 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, paragraphe 1^{er}, et 64, paragraphe 1^{er}, et 70, paragraphe 1^{er}, point *a*), deuxième tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 26 juin 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, paragraphe 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux Règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer et de préciser les conditions d'application ainsi que les obligations en matière de jachères dans le cadre du régime de paiement direct et que celles-ci sont d'application à partir du 1^{er} janvier 2005;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour mettre en place le nouveau régime de soutien direct aux revenus des agriculteurs,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Utilisation des droits jachères et obligations en matière de jachère*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans le cadre de l'utilisation de ses droits jachères tels que visés à l'article 1^{er}, point 13^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, et en application de l'article 19, paragraphe 1^{er}, dudit arrêté, l'agriculteur soumis à l'obligation de mettre en jachère une partie des terres de son exploitation, doit, sans préjudice des articles 2 et 3 du présent arrêté, respecter notamment les obligations suivantes :

1^o Sans préjudice de l'application de l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006, les superficies de jachère visées à l'article 1^{er}, point 15^o, dudit arrêté, doivent être retirées de la production pendant une période qui court au minimum du 15 janvier de l'année civile d'introduction de la demande d'aides au 31 août de la même année civile.

2^o Sans préjudice de l'application de l'article 20 du présent arrêté, les jachères doivent être maintenues dans de bonnes conditions agricoles et environnementales.

3^o L'agriculteur ne peut utiliser sur les jachères d'autres pesticides à usage agricole que ceux repris à l'annexe I^{er} en conformité avec les conditions qui y sont prescrites.

4^o L'agriculteur ne peut pas laisser, après le 15 janvier de l'année concernée, la terre nue plus longtemps que ce qui est nécessaire pour la réalisation des semis.

5^o L'agriculteur doit :

- soit semer sur les jachères, au plus tard pour le 31 mai de l'année civile d'introduction de la demande d'aides, un couvert végétal composé d'espèces ou de mélanges d'espèces reprises dans les listes 1 ou 2 de l'annexe II;

- soit, s'il n'est pas engagé dans le régime de jachère faune dont question à l'article 19, laisser se développer sur ces jachères un couvert spontané pour autant que l'agriculteur n'y effectue aucun labour à partir du 15 janvier de l'année concernée et que ce couvert spontané soit maintenu jusqu'au moment de sa destruction visée au point 8^o ci-après.

6^o Dans le cas d'un couvert comprenant des espèces semées reprises à la liste 1 de l'annexe II ou dans le cas d'un couvert spontané, l'agriculteur doit faucher ce couvert végétal en temps utile pour empêcher la fructification des plantes, entre le 15 janvier et le 31 août. La fauche doit être telle que la végétation soit coupée au ras du sol et son produit laissé sur place. Ce produit ne peut être ni récolté ni stocké sur le champ, sous aucune forme que ce soit.

7^o La fauche avant la fructification n'est pas obligatoire dans les cas suivants :

- lorsque l'agriculteur a utilisé pour l'implantation du couvert végétal un mélange certifié de semences d'espèces d'au moins deux familles différentes reprises dans la liste 1 ou dans les listes 1 et 2 de l'annexe II et comportant au moins 20 % de chaque famille de ce mélange. Dans ce cas, l'agriculteur doit conserver, en vue d'un éventuel contrôle, les preuves d'achats ainsi que les étiquettes de certification des mélanges semés;

- lorsque l'agriculteur a semé un couvert comprenant uniquement des espèces reprises à la liste 2 de l'annexe II.

8^o Que le couvert soit spontané ou qu'il résulte d'un semis, l'agriculteur doit, entre le 15 août et le 31 août, détruire le couvert végétal par fauchage au ras du sol, par broyage, par l'application de produits phytopharmaceutiques autorisés visés à l'annexe I^{er} ou par tout autre moyen approprié à l'exclusion de tout travail du sol. Le produit de la destruction du couvert doit rester sur place et ne peut être utilisé pour la commercialisation ou à toute autre fin. Seule la repousse de la végétation après le 31 août peut éventuellement être utilisée pour les besoins propres de l'exploitation.

9^o Une dérogation à l'obligation de fauchage avant la fructification pour les espèces semées reprises à la liste 1 de l'annexe II, visée au point 6^o, et une dérogation à l'obligation de destruction du couvert entre le 15 août et le 31 août visée au point 8^o peuvent être accordées aux agriculteurs sur base d'une attestation officielle, reconnue par l'administration, attestant de la présence sur les jachères considérées d'espèces d'oiseaux protégées en vertu de la Directive 79/409/CEE relative à la protection des oiseaux sauvages.

10^o Les superficies de jachères ne peuvent pas bénéficier de subventions agri-environnementales à titre :

- de tournière de conservation et bande de prairie extensive telles que visées à la méthode 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

- de tournière enherbée en bordure de culture telle que visée à la sous-méthode 3.a de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales;

- ou de bandes de parcelles aménagées telles que visées à la méthode 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 octobre 2004 précité.

11^o Sans préjudice des exonérations prévues par les articles 2 et 3 du présent arrêté, l'agriculteur ne peut pas affecter à un usage agricole les superficies de jachères, les utiliser ou les laisser utiliser dans un but lucratif incompatible avec l'agriculture et ces superficies ne peuvent produire aucune culture destinée à être commercialisée. En outre, l'agriculteur ne peut ni destiner ni utiliser le couvert végétal à la production de semences.

12° Le couvert végétal ne peut être utilisé à des fins agricoles qu'après le 31 août et ce couvert ne peut donner lieu jusqu'au 15 janvier suivant l'année civile d'introduction de la demande d'aides, à une production végétale destinée à être commercialisée.

13° Aucun travail du sol en vue de l'installation d'une culture ne peut être réalisé avant le 1^{er} septembre. Toutefois, dans les conditions fixées par l'administration, l'agriculteur peut être autorisé, en vue de la réalisation des ensemencements ou des implantations de colza, de navette, de céréales d'hiver ou d'une autre culture qui ne sera récoltée que l'année suivante, à effectuer, à partir du 1^{er} août, les travaux nécessaires avant semis ou implantation et à procéder, à partir du 15 août, au semis ou à l'implantation de la ou des cultures visées.

§ 2. Lors de circonstances exceptionnelles, le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, prend les dispositions dérogatoires qui s'imposent.

CHAPITRE II. — L'exonération de mise en jachère pour agriculture biologique

Art. 2. Dans le cadre de l'utilisation des droits jachères, l'exonération de l'obligation de mise en jachère visée à l'article 19, paragraphe 2, point 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 pour les agriculteurs gérant la totalité de leur exploitation selon le mode de production biologique s'applique à un nombre d'hectares ne dépassant pas le nombre de droits jachères reçus en 2005 par l'agriculteur considéré. Cette exonération s'applique également aux droits jachères transférés avec terres, acquis ultérieurement.

CHAPITRE III. — L'exonération de mise en jachère pour production non alimentaire

Art. 3. Dans le cadre de l'utilisation des droits jachères, l'exonération de l'obligation de mise en jachère visée à l'article 19, paragraphe 2, point 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 est accordée pour les terres mises en jachères utilisées pour la production de matières premières servant à la fabrication dans la Communauté, de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale. Les matières premières autorisées sont celles visées à l'article 145 du Règlement (CE) n° 1973/2004, qui sont produites dans la Communauté et utilisées aux fins non alimentaires visées à l'annexe XXIII dudit Règlement et dont seuls les éventuels produits secondaires pourraient être destinés à la consommation humaine ou animale. Néanmoins, le lin textile et le chanvre textile destinés à la production de fibres textiles sont exclus des matières premières susvisées.

Dans le cadre de l'utilisation des droits jachères et en cas de production de matières premières destinées à la production de matières premières à des fins énergétiques tels que visés à l'article 88 du Règlement (CE) n° 1782/2003, l'agriculteur ne peut pas demander d'aide aux cultures énergétiques.

Art. 4. L'agriculteur doit joindre à sa demande d'aides visée à l'article 1^{er}, point 8^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006, le contrat conclu avec un collecteur ou un premier transformateur tel que visé aux articles 145, paragraphe 2, et 147 du Règlement (CE) n° 1973/2004, conforme aux conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté, sans préjudice de la dérogation prévue par les articles 146 et 148 dudit Règlement. Cette dérogation n'est accordée que si les conditions prévues par lesdits articles de ce Règlement sont respectées.

Outre les dispositions prévues au premier alinéa, l'agriculteur est tenu de ne conclure, par année de récolte, qu'un seul contrat par matière première.

Par dérogation au premier alinéa, les matières premières énumérées à l'annexe XXII du Règlement (CE) n° 1973/2004 ne doivent pas nécessairement faire l'objet d'un contrat. En absence de contrat, l'agriculteur doit joindre à sa demande d'aides le formulaire de "déclaration de cultures non alimentaires ne nécessitant pas de contrat", établi par l'administration. Au moyen de ce formulaire, l'agriculteur s'engage à ce que, en cas d'utilisation dans son exploitation ou de vente des matières premières concernées, celles-ci soient affectées aux destinations mentionnées à l'annexe XXIII du Règlement (CE) n° 1973/2004. Ce formulaire reprend notamment les informations ci-après :

- l'identification et la localisation des parcelles où sont cultivées les matières premières concernées, en concordance avec la "déclaration de superficie et demande d'aides" de l'agriculteur concerné et relative à la même année de récolte;

- la superficie de chacune de ces parcelles;

- pour chaque parcelle, la mention de la culture, de l'année de sa mise en place, de la durée de son cycle cultural et des dates prévues des récoltes.

Art. 5. § 1^{er}. Le contrat visé à l'article 4, entre l'agriculteur et le collecteur ou le premier transformateur, n'est valable que s'il est daté et signé par les deux parties.

§ 2. Le contrat doit être établi en conformité avec les conditions fixées à l'article 145, paragraphe 1^{er}, deuxième alinéa, du Règlement (CE) n° 1973/2004 et doit, outre les utilisations finales principales envisagées de la matière première, mentionner :

1° le nom et l'adresse des parties contractantes;

2° sa durée et l'année de récolte;

3° pour chaque espèce et type de culture, la superficie cultivée et la localisation des parcelles concernées, en concordance avec la "déclaration de superficie et demande d'aides" de l'agriculteur concerné et relative à la même année de récolte;

4° pour chaque espèce et type de culture, la quantité escomptée de matière première ainsi que toute condition applicable à sa livraison. En ce qui concerne les oléagineux, cette quantité escomptée doit être au moins égale au produit de la superficie cultivée par le rendement minimum communiqué par l'administration pour la matière première visée;

5° lorsque le contrat concerne des graines de navette, de colza, de tournesol ou des fèves de soja relevant des codes NC 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 ou 1201 00 90, il doit également mentionner la quantité totale escomptée de sous-produits et la quantité escomptée de sous-produits destinés à d'autres fins que la consommation humaine ou animale, exprimée dans les deux cas par espèce;

6° les utilisations finales principales envisagées de la matière première, conformément aux conditions fixées à l'article 145, paragraphe 1^{er}, et à l'article 163, paragraphe 3, du Règlement (CE) n° 1973/2004.

§ 3. Le contrat doit comprendre les clauses suivantes :

1° l'agriculteur s'engage à fournir au collecteur ou au premier transformateur la totalité de la matière première récoltée sur les superficies en question;

2° le collecteur ou le premier transformateur s'engage à réceptionner la totalité de la récolte et à transformer dans la Communauté une quantité équivalente de ces matières premières ou de produits intermédiaires et/ou secondaires déjà transformés en produits finis prévus à l'annexe XXIII du Règlement (CE) n° 1973/2004, dans le respect des exigences imposées par l'article 145, paragraphe 3, dudit Règlement.

§ 4. Il incombe à l'agriculteur de veiller à ce que le contrat soit conclu à une date permettant à son co-contractant d'introduire une copie dudit contrat auprès de l'administration centrale dans les délais fixés à l'article 6.

Art. 6. Le collecteur ou le premier transformateur, co-contractant de l'agriculteur, doit transmettre une copie du contrat à l'administration centrale visée à l'article 1^{er}, point 21°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006, dans le délai suivant :

1° au plus tard le 31 janvier de l'année de récolte pour les emblavements d'hiver;

2° au plus tard à la date limite d'introduction de la "déclaration de superficie et demande d'aides" pour l'année concernée pour les emblavements de printemps.

Les deux parties contractantes peuvent modifier ou résilier le contrat pour autant que la modification soit signée par les deux parties et que l'agriculteur et le collecteur ou le premier transformateur en informent l'administration centrale par un avenant au contrat initial avant la date limite d'ensemencement fixée au 31 mai de l'année de récolte, sans préjudice de l'application de l'article 22, paragraphe 1^{er}, troisième alinéa, du Règlement (CE) n° 796/2004.

Art. 7. § 1^{er}. En cas de contrat, le collecteur ou le premier transformateur constitue la totalité de la garantie visée à l'article 158 du Règlement (CE) n° 1973/2004, auprès de l'administration centrale, ceci au plus tard à la date limite fixée pour l'introduction de la "déclaration de superficie et demande d'aides" pour l'année concernée.

Lorsqu'un contrat est modifié ou annulé, la garantie constituée est adaptée en conséquence.

§ 2. Pour chaque matière première, la garantie est libérée au prorata des quantités transformées lorsque l'administration centrale a reçu la preuve de ce que ces quantités ont été transformées conformément à la réglementation.

Pour les contrats concernant des graines de navette, de colza, de tournesol ou des fèves de soja relevant des codes NC 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 ou 1201 00 90, soumis à la procédure mentionnée à l'article 149, paragraphe 2, deuxième alinéa, du Règlement (CE) n° 1973/2004, les quantités de sous-produits constatées en dépassement des quantités maximales qui peuvent être destinées à la consommation humaine ou animale, doivent trouver d'autres débouchés que le marché alimentaire. La preuve doit en être apportée à l'administration centrale.

Art. 8. § 1^{er}. En cas de contrat, si, durant le cycle cultural, l'agriculteur estime qu'en raison de circonstances particulières, il ne sera pas en mesure de fournir la totalité de la quantité de matière première prévue à l'article 10, premier et deuxième paragraphes, il en informe dès que possible la Direction des Services extérieurs compétente de l'administration en lui transmettant la pièce justificative des dommages subis par les cultures. Sauf en cas de force majeure, cette pièce justificative doit avoir été établie par la Commission communale de constat des dégâts aux cultures.

Sauf cas de force majeure, toute pièce justificative qui parviendrait à la Direction des Services extérieurs compétente de l'administration après la date de récolte de la matière première ne serait pas recevable. Toutefois, une pièce justificative établie par la Commission communale de constat des dégâts aux cultures et relative à un constat effectué avant la date de récolte reste recevable pour autant qu'elle parvienne à la Direction des Services extérieurs compétente de l'administration dans les trente jours qui suivent la date du constat considéré.

Pour l'année 2005, cette pièce justificative peut également avoir été établie sur base d'un constat effectué avant la date de parution du présent arrêté soit par un agent de la Direction du contrôle de la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne, soit par un agent de la Division de la Recherche, du Développement et de la Qualité de la même Direction générale.

§ 2. Lorsque la justification d'un manque de production telle que prévue au paragraphe 1^{er} est acceptée par la Direction des Services extérieurs compétente, celle-ci autorise :

- soit une diminution des superficies faisant l'objet du contrat;

- soit une résiliation du contrat;

- soit une réduction de la quantité de matière première mentionnée sur le contrat en diminuant cette dernière proportionnellement à l'importance estimée des dégâts subis par les cultures.

Dans les cas de diminution ou de suppression de superficie faisant l'objet du contrat, pour maintenir son droit à l'aide, l'agriculteur est tenu, pour les terres concernées, de respecter les obligations de mise en jachère prévues à l'article premier, ceci à la satisfaction de l'administration. Par ailleurs, il perd le droit de vendre, de céder ou d'utiliser la matière première cultivée sur les terres retirées du contrat.

Art. 9. L'agriculteur doit, après chaque récolte des matières premières concernées, déclarer à la Direction des Services extérieurs compétente de l'administration, au plus tard le 31 octobre de l'année de récolte, au moyen du formulaire de déclaration de récolte établi par l'administration centrale, la quantité totale récoltée et livrée pour chaque espèce et type de culture ainsi que l'identité de celui auquel il l'a livrée.

Toutefois, la déclaration de récolte peut se faire au plus tard :

- le 30 novembre dans le cas de maïs d'ensilage;

- le 31 décembre dans le cas de betteraves sucrières, de topinambours et de racines de chicorées.

Art. 10. § 1^{er}. L'agriculteur est tenu de livrer à son co-contractant la totalité de la matière première récoltée sur les superficies concernées par le contrat.

La quantité de matière première devant effectivement être livrée par l'agriculteur au collecteur ou au premier transformateur doit être au moins égale au produit de la superficie cultivée concernée par le rendement représentatif visé au deuxième paragraphe.

§ 2. L'administration établit chaque année des rendements représentatifs et les communique par voie de presse. Les matières premières reprises à l'annexe XXII du Règlement (CE) n° 1973/2004 sont exemptées de rendement représentatif.

§ 3. En cas de production défailante et lorsque la justification écrite de l'agriculteur pouvant expliquer le manquement a été acceptée par la Direction des services extérieurs compétente, l'administration prend en compte l'autorisation qu'elle a préalablement donnée, conformément aux dispositions prévues à l'article 8, paragraphe 2, de réduire la quantité de matière première que l'agriculteur était tenu de livrer en vertu du paragraphe 1^{er}.

§ 4. En cas de production défailante, il est considéré que l'agriculteur n'a pas rempli les obligations de mise en jachère lui incombant quant aux parcelles mises en jachère à des fins non alimentaires, notamment dans les cas suivants :

1° lorsque la justification d'un manque de livraison invoquée par l'agriculteur conformément à l'article 8, paragraphe 1^{er}, n'a pas été acceptée par la Direction des Services extérieurs compétente;

2° lorsque la pièce justificative pouvant expliquer ce manque de livraison telle que prévue à l'article 8, paragraphe 1^{er}, fait défaut ou est parvenue à la Direction des Services extérieurs compétente après la date de récolte de la matière première ou, le cas échéant, est parvenue au-delà du délai des trente jours qui suivent la date du constat visé au deuxième alinéa de ce même paragraphe;

3° lorsque la livraison effective est inférieure à celle préalablement autorisée par la Direction des Services extérieurs compétente conformément aux dispositions prévues à l'article 8.

Dès lors, pour ces parcelles, les pénalités prévues à l'article 51, paragraphe 3, du Règlement (CE) n° 796/2004 sont appliquées au prorata de la quantité de matière première manquante convertie en superficie considérée comme non retrouvée.

Art. 11. En cas de contrat, le collecteur ou le premier transformateur auquel l'agriculteur a livré les matières premières communique à l'administration centrale, au plus tard le 15 octobre, les informations suivantes :

1° la quantité de matière première réceptionnée, en poids brut et en poids net, par espèce et par type de culture;

2° l'identité et l'adresse de l'agriculteur concerné et son numéro de producteur;

3° le lieu de livraison et de stockage;

4° la référence du contrat visé, à savoir le numéro de contrat attribué par l'administration.

Art. 12. § 1^{er}. Le paiement à l'agriculteur peut avoir lieu avant la transformation de la matière première pour autant que les dispositions de l'article 155 du Règlement (CE) n° 1973/2004 soient respectées, notamment les dispositions suivantes :

1° la déclaration de récolte visée à l'article 9 a été effectuée;

2° en cas de contrat :

- une copie du contrat a été introduite en temps voulu auprès de l'administration centrale par le collecteur ou le premier transformateur;

- la garantie a été entièrement constituée, par le collecteur ou le premier transformateur, auprès de l'administration centrale;

- les conditions relatives à ce contrat ont bien été respectées.

§ 2. Dans les cas des cultures bisannuelles ou pluriannuelles, le paiement est effectué chaque année pour autant que les dispositions visées au paragraphe 1^{er}, point 2°, soient respectées la première année de culture et que la disposition visée au paragraphe 1^{er}, point 1°, ainsi que la communication visée à l'article 11 soient respectées au cours de l'année de récolte des cultures.

Art. 13. § 1^{er}. En cas de contrat, le collecteur doit tenir mensuellement un registre où sont mentionnées les données reprises ci-après :

1° les quantités de la matière première achetées et vendues pour être transformées dans le cadre du présent arrêté;

2° les nom et adresse des agriculteurs;

3° les nom et adresse des acheteurs ou transformateurs ultérieurs.

§ 2. Pour chaque matière première, le transformateur doit tenir mensuellement un registre où sont mentionnées les données reprises ci-après :

1° les quantités de la matière première achetées ou réceptionnées pour être transformées;

2° les quantités de matières premières transformées ainsi que les quantités et les types de produits finis, co-produits et sous-produits obtenus qui sont en rapport;

3° les pertes de transformation;

4° les quantités détruites ainsi que la justification de chaque destruction;

5° les quantités et les types de produits finis et secondaires vendus ou cédés par le transformateur ainsi que les prix obtenus;

6° les nom et adresse des acheteurs ou transformateurs ultérieurs.

§ 3. Tout transformateur doit fournir à l'administration centrale les informations utiles relatives à la transformation des matières premières sous contrat, en particulier :

- 1° une description de la chaîne de transformation;
- 2° les prix des produits obtenus;
- 3° les rendements techniques de la transformation en produit fini, sous produit et co-produit ainsi que les pertes.

§ 4. Les registres et les informations visés aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3, doivent être présentés lors de tout contrôle effectué par l'administration.

§ 5. Tout collecteur, premier transformateur ou transformateur ultérieur est tenu de permettre à l'administration en tout temps le contrôle de sa comptabilité, l'inspection de ses installations, la vérification des stocks ainsi que la prise d'échantillons des matières premières.

§ 6. Les documents justificatifs des contrats, des livraisons et des transformations, à savoir les factures, bordereaux de livraison, documents de transport, comptabilité de production, listes des stocks et notes de commande, doivent être conservés dans l'entreprise pendant trois ans à compter de la libération de la garantie.

Art. 14. Conformément à l'article 145, paragraphe 3, du Règlement (CE) n° 1973/2004, en cas de contrat, le collecteur ou le premier transformateur qui soustrait du circuit non alimentaire une matière première ou un produit intermédiaire ou secondaire fabriqué au départ d'une matière première, doit le signaler au préalable à l'administration centrale au moyen du formulaire de notification établi par cette autorité.

La quantité équivalente de matière première ou de produit intermédiaire ou secondaire fabriqué au départ de cette matière première qui a été transformée en produit non alimentaire pour remplacer les produits retirés, doit être signalée à l'administration centrale au moyen du formulaire de notification établi par cette autorité.

Le collecteur ou le premier transformateur qui modifie les utilisations finales principales envisagées conformément à l'article 152 du Règlement (CE) n° 1973/2004, doit en informer préalablement l'administration centrale.

Art. 15. En cas de contrat, lorsqu'il y a échange intracommunautaire aussi bien au stade de matière première qu'à celui de produit intermédiaire, il y a lieu d'utiliser un document T5 pour les échanges effectifs ou une preuve alternative, conformément aux modalités indiquées aux articles 160 à 162 du Règlement (CE) n° 1973/2004, et des formulaires de notification pour les échanges à l'équivalence.

A cet égard, l'administration centrale doit être informée par le collecteur ou, le cas échéant, le premier transformateur, avant tout départ des produits vers un autre Etat membre, du nom et de l'adresse du destinataire, de l'espèce, du type et de la quantité de chaque produit, ainsi que du mois de la livraison de ces produits.

Art. 16. En cas de contrat, la transformation en produit non alimentaire doit être terminée pour le 31 juillet de la deuxième année suivant la récolte.

Pour les matières premières soumises à la procédure mentionnée à l'article 7, paragraphe 2, deuxième alinéa, la date limite visée au premier alinéa est aussi d'application pour l'écoulement en dehors du marché des produits destinés à la consommation humaine ou animale.

Art. 17. § 1^{er}. L'agriculteur peut cultiver sur les jachères de son exploitation :

- des céréales ou de la navette, du colza, du tournesol ou des fèves de soja relevant des codes NC 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 ou 1201 00 90, comme combustibles pour chauffer son exploitation ou pour la production d'énergie ou de biocarburants;

- toute matière première pour la transformation, dans son exploitation, en biogaz relevant du code NC 2711 29 00.

§ 2. Dans le cas visé au premier paragraphe, l'agriculteur doit :

1° introduire une déclaration d'engagement remplaçant le contrat mentionné à l'article 4, premier alinéa, dans laquelle il s'engage à utiliser ou à transformer directement la totalité des matières premières visées;

2° faire peser, à ses frais, par un organisme ou une entreprise désignés par l'administration, toute la matière première récoltée et mettre en place une comptabilité spécifique de la matière première utilisée et des produits et sous-produits issus de la transformation. Toutefois, pour les céréales, les oléagineux relevant des codes NC 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 ou 1201 00 90, les pailles, ainsi qu'en cas d'utilisation de la plante entière, le pesage peut être remplacé par la détermination volumétrique de la matière première;

3° sauf en cas de transformation en biogaz, dénaturer ou faire dénaturer, à ses frais, les céréales ou les graines oléagineuses visées au premier paragraphe selon la méthode prescrite par l'administration. La dénaturation de l'huile obtenue dans l'exploitation au lieu de la dénaturation des graines est toutefois autorisée lors de la production de biocarburant;

4° tenir un registre spécifique qui mentionne entre autres, les quantités de matières premières récoltées, transformées et dénaturées directement après transformation;

5° constituer lui-même la garantie telle que prévue à l'article 7.

§ 3. Les dispositions des articles 4 à 16 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'agriculteur qui est lui-même transformateur des matières premières dans son exploitation.

Art. 18. § 1^{er}. Les cultures de betteraves sucrières, de topinambours ou de racines de chicorée ne sont permises sur les jachères que :

1° si la betterave sucrière ne sert pas à la production de sucre, à quelque titre que ce soit;

2° si les racines de chicorées ou de topinambours ne subissent aucun processus d'hydrolyse.

§ 2. En 2005, il n'est pas versé de paiement, dans le cadre de l'utilisation des droits jachères, pour les jachères sur lesquelles sont cultivées des betteraves sucrières, des topinambours ou des racines de chicorée.

Les cultures précitées sont cependant soumises aux dispositions du présent arrêté, dans les mêmes conditions que si le paiement était versé.

CHAPITRE IV. — Utilisation des droits jachères et obligations en cas de jachère faune

Art. 19. Dans le cadre de l'utilisation des droits jachères, les agriculteurs engagés dans le régime de jachère faune visé à l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006, peuvent recevoir une dérogation en ce qui concerne les obligations suivantes :

1° l'obligation de fauche prévue à l'article 1^{er}, points 6° et 7°, du présent arrêté;

2° l'obligation de destruction du couvert végétal prévue à l'article 1^{er}, point 8°.

Toutefois, l'agriculteur engagé dans le régime de jachère faune est tenu de respecter les obligations suivantes sur les superficies concernées :

- 1° ne pas laisser se développer un couvert spontané;
- 2° semer, au plus tard pour le 15 mai de l'année civile d'introduction de la demande d'aides :
 - soit un couvert végétal composé d'un mélange d'espèces reprises dans les listes 1 et 2 de l'annexe II et comportant au moins 20 % de chaque famille de ce mélange;
 - soit un couvert végétal constitué d'un mélange d'espèces autorisé par l'administration, dont les composants ne peuvent être récoltés séparément.
- 3° maintenir les parcelles mises en jachère faune au plus tôt jusqu'au 1^{er} novembre et au plus tard jusqu'au 15 décembre;
- 4° parmi les pesticides visés à l'annexe I^{re}, n'utiliser ni le diquat, ni le paraquat, ni de produits de destruction des rongeurs;
- 5° détruire le couvert à la fin de la période de jachère faune considérée sauf si l'agriculteur introduit une demande de dérogation auprès de la Direction des services extérieurs concernée, avant le 1^{er} novembre, et selon les instructions de l'administration;
- 6° avertir la Direction des services extérieurs concernée, de la date prévue pour toute destruction du couvert végétal, au moins deux jours ouvrables avant la date d'exécution de ces travaux et ce pendant toute la durée de la période de jachère faune.

En outre, les agriculteurs engagés dans le régime de jachère faune doivent joindre à leur demande d'aides un contrat de jachère faune conclu avec le titulaire du droit de chasse concerné par les parcelles faisant l'objet du contrat ou, pour ces mêmes parcelles, avec un représentant d'une association oeuvrant pour la protection de la nature ou avec un représentant d'un conseil cynégétique. Si l'agriculteur est lui-même chasseur et titulaire du droit de chasse, le contrat peut être remplacé par une déclaration de jachère faune faite sur l'honneur.

Ces agriculteurs engagés dans le régime de jachère faune doivent également joindre à leur demande d'aides une copie du permis de chasse valide du titulaire du droit de chasse visé à l'alinéa précédent ou, le cas échéant, une copie de la carte de membre de l'association visée oeuvrant pour la protection de la nature ou encore du conseil cynégétique visé.

Le contrat ou la déclaration de jachère faune doit comprendre l'inventaire des parcelles concernées et engage les signataires à respecter, pour ces parcelles, les engagements généraux en matière de jachères ainsi que les engagements spécifiques au régime de jachère faune. Un modèle de contrat ou de déclaration est disponible auprès de l'administration.

CHAPITRE V. — *Utilisation des droits jachères et boisement de terres agricoles*

Art. 20. Dans le cadre de l'utilisation des droits jachères, les superficies boisées en application de l'article 31 du Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), à la suite d'une demande présentée après le 28 juin 1995, peuvent être comptabilisées au titre des superficies mises en jachère. En ce cas, les dispositions prises en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales ou destinées à protéger l'environnement mais qui se révèlent incompatibles avec les conditions de reboisement ne s'appliquent pas aux superficies ainsi mises en jachère.

CHAPITRE VI. — *Sanctions particulières relatives aux obligations en matière de jachère*

Art. 21. Les superficies relatives aux parcelles ne répondant pas aux obligations visées à l'article 1^{er}, à l'exclusion des obligations visées aux deuxième et troisième alinéas du présent article, sont considérées comme non déterminées au titre de la jachère au sens de l'article 2, point 22, du Règlement (CE) n° 796/2004. Cette disposition vaut également en cas d'application de l'article 50, paragraphe 4, de ce même Règlement.

En cas de non-respect des obligations visées à l'article 1^{er}, points 3°, 5° et 6°, et à l'article 19, deuxième alinéa, points 4° et 6°, le montant à payer à l'agriculteur, relatif aux parcelles concernées par le non-respect des obligations, est réduit du montant auquel l'agriculteur aurait droit si les obligations avaient été respectées, à concurrence d'un pourcentage défini au troisième alinéa.

Sans préjudice d'autres pénalités prévues en matière de conditionnalité et de bonnes conditions agricoles et environnementales, les pourcentages visés au deuxième alinéa sont fixés à :

- 100 % en cas d'absence d'avertissement de la Direction des Services extérieurs concernée de la date prévue pour toute destruction du couvert végétal implanté pour une jachère faune, ceci au moins deux jours ouvrables avant la date d'exécution de ces travaux, conformément à l'article 19, deuxième alinéa, point 6°;
- 50 % en cas d'application de produits phytopharmaceutiques autres que ceux autorisés conformément aux articles 1^{er}, point 3°, et 19, deuxième alinéa, point 4°, ou en cas de non respect des conditions prescrites;
- 30 % en cas d'absence de fauche avant la fructification dans les conditions prévues par l'article 1^{er}, point 6°, compte tenu des dérogations prévues;
- 20 % dans tous les autres cas de non respect des obligations.

CHAPITRE VII. — *Dispositions générales*

Art. 22. Sous peine de forclusion ou de nullité, tout recours contre une décision prise en application du présent arrêté doit être introduit par lettre recommandée, auprès de l'administration centrale, dans les trente jours calendrier suivant la notification de la décision. Une éventuelle demande de remboursement des montants indûment versés n'est pas suspendue par l'introduction du recours. En outre, ce dernier n'est pas suspensif des intérêts de retard qui seraient dus.

Art. 23. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Namur, le 7 juillet 2006.

B. LUTGEN

Annexe I^e

Pesticides à usage agricole autorisés pour la jachère

Conditions	Produits	Plantes et/ou organismes visés, utilisation
1° Avant semis ou après semis mais avant émergence des plantules	GLYPHOSATE GLUFOSINATE-AMMONIUM GLYPHOSATE-TRIMESIUM DIQUAT PARAQUAT DIQUAT + PARAQUAT TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces Graminées et dicotylées annuelles et vivaces Graminées et dicotylées annuelles et vivaces Graminées et dicotylées annuelles et vivaces Graminées et dicotylées annuelles et vivaces Dicotylées et plantes buissonnantes
2° Avant la date du 31 mai	BENTAZONE CARBETAMIDE CHLORPROPHAME ETHOFUMESATE FLUAZIFOP-P-BUTYL FLUROXYPYR FLUROXYPYR + CLOPYRALIDE + MCPA CYCLOXYDIM 2,4-D, DICAMBA, MECOPROP-P, DICHLORPROP-P, MCPA et leurs combinaisons MCPB PARAQUAT PENDIMETHALINE PROPYZAMIDE THIFENSULFURON ISOXABEN	Dicotylées annuelles dans les graminées Graminées annuelles en luzerne Graminées et dicotylées annuelles dans le trèfle et la luzerne Certaines dicotylées (mouron) et certaines graminées (pâturin, vulpin, jouet du vent) dans le ray-grass Vulpin, panic, pied-de-coq, folle avoine, jouet du vent, repousses de céréales, chiendent et graminées vivaces dans le trèfle et la luzerne Dicotylées dans les graminées Dicotylées dans les graminées Graminées annuelles et chiendent dans le trèfle et la luzerne Dicotylées annuelles et vivaces dans les graminées Dicotylées annuelles et vivaces dans le trèfle et les graminées Graminées et dicotylées pendant le repos végétatif (novembre-février) dans le trèfle et la luzerne Dicotylées dans les lupins Graminées dans la luzerne Dicotylées annuelles dans les graminées Dicotylées annuelles et vivaces dans les graminées
3° En traitement localisé	CLOPYRALIDE + FLUROXYPYR + IOXY-NIL CLOPYRALIDE + MECOPROP-P 2,4-D, DICAMBA, MECOPROP-P, DICHLORPROP-P, MCPA et leurs combinaisons METABENZTHIAZURON METSULFURON-METHYL ASULAME FLORASULAME TRICLOPYR TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Dicotylées dans les graminées (au printemps ou à l'automne) Dicotylées et chardons nuisibles dans les graminées Dicotylées annuelles et vivaces dans les graminées Pâturins dans les graminées (mi-septembre-mi-octobre), chardons dans les graminées; utilisé pour limiter la formation de semences Oseille dans les graminées Oseille dans les graminées Dicotylées annuelles (y compris camomille, gaillet, mouron) dans les graminées Plantes ligneuses, prêles et dicotylées Dicotylées et plantes buissonnantes

Conditions	Produits	Plantes et/ou organismes visés, utilisation
4° Pour limiter la croissance et la fructification du couvert	TRIMESIUM-GLYPHOSATE GLYPHOSATE METSULFURON-METHYL DICAMBA Stades d'application : Fétuques rouge et élevée : du stade "montaison" au stade "gonflement" Moutarde blanche : du stade "boutons décollés-premiers pétales" au stade "quelques fleurs/pieds" Phacélie : du stade "boutons décollés /premiers pétales" au stade "premières fleurs" Radis fourrager : à partir du stade "pleine floraison" Ray-grass anglais, italien et hybride : du stade "montaison" au stade "gonflement" Trèfles blanc, de Perse, d'Alexandrie, violet, hybride, incarnat : du stade "début floraison" au stade "pleine floraison" Vesce commune : du stade "début floraison" au stade "premières gousses plates"	Fétuques rouge et élevée, phacélie, ray-grass, trèfles, vesce commune Fétuques rouge et élevée, moutarde blanche, phacélie, ray-grass anglais, trèfles blanc, incarnat et violet, vesce commune Moutarde blanche, navette fourragère, phacélie, trèfles blanc, d'Alexandrie, incarnat et violet, vesce commune, couvert spontané Phacélie, trèfles blanc, de Perse et incarnat
5° Destruction du couvert en fin de période de jachère	GLYPHOSATE GLUFOSINATE-AMMONIUM GLYPHOSATE-TRIMESIUM	Graminées et dicotylées annuelles et vivaces Graminées et dicotylées annuelles et vivaces Graminées et dicotylées annuelles et vivaces
6° Destruction des rongeurs dans les jachères pluri-annuelles	CHLOROPHACINONE BRODIFACOUM	Mulot et petit campagnol Mulot

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux obligations en matière de jachères en cas d'application du régime de paiement unique visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

Namur, le 7 juillet 2006.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe II

Liste des espèces autorisées sur jachère

LISTE 1 : liste des espèces autorisées sur les jachères avec obligation de fauchage avant la fructification

Famille	Nom latin	Nom français
Gramineae	<i>Festuca rubra</i>	Fétuque rouge
Gramineae	<i>Agrostis capillaris</i>	Agrostis commun (agrostide commune)
Gramineae	<i>Poa pratensis</i>	Pâturin des prés
Gramineae	<i>Festuca ovina</i>	Fétuque ovine
Gramineae	<i>Phleum pratense</i>	Fétuque des prés
Gramineae	<i>Lolium perenne</i>	Fléole des prés
Gramineae	<i>Lolium multiflorum</i>	Ray-grass anglais
Gramineae	<i>Dactylis glomerata</i>	Ray-grass d'Italie
Gramineae	<i>Festuca arundinacea</i>	Dactyle vulgaire
Gramineae	<i>Lolium hybridum</i>	Fétuque élevée
Gramineae	<i>Alopecurus pratensis</i>	Ray-grass hybride
Papilionaceae	<i>Vicia sativa</i>	Vulpin des prés
Cruciferae	<i>Raphanus sativus</i> var. <i>oleiformis</i>	Vesce commune
Cruciferae	<i>Sinapis alba</i>	Radis oléifère fourrager
Cruciferae	<i>Brassica nigra</i>	Moutarde blanche
Cruciferae	<i>Brassica juncea</i>	Moutarde noire
Cruciferae	<i>Brassica oleracea</i>	Moutarde sarepta Chou fourrager

LISTE 2 : liste des espèces autorisées sur les jachères sans obligation de fauchage avant la fructification

Famille	Nom latin	Nom français
Papilionaceae	Trifolium repens	Trèfle blanc
Papilionaceae	Trifolium pratense	Trèfle violet
Papilionaceae	Trifolium resupinatum	Trèfle de Perse
Papilionaceae	Trifolium hybridum	Trèfle hybride
Papilionaceae	Trifolium alexandrinum	Trèfle d'Alexandrie
Papilionaceae	Medicago lupulina	Minette
Papilionaceae	Medicago sativa	Luzerne
Papilionaceae	Trifolium incarnatum	Trèfle incarnat
Papilionaceae	Melilotus alba Medicus	Mélilot blanc
Papilionaceae	Onobrychis viciifolia	Sainfoin
Papilionaceae	Lotus corniculatus	Lotier corniculé
Papilionaceae	Melilotus officinalis	Mélilot officinal
Hydrophyllaceae	Phacelia tanacetifolia	Phacélie
Compositae	Tagetes erecta	Tagète

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux obligations en matière de jachères en cas d'application du régime de paiement unique visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune.

Namur, le 7 juillet 2006.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 4139

[C - 2006/203317]

7. JULI 2006 — Ministerialerlass über die Verpflichtungen in Sachen Brache im Fall der Anwendung der Betriebsprämienregelung, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik erwähnt ist

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, Punkt 1, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1258/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 319/2006 der Kommission vom 20. Februar 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2183/2005 der Kommission vom 22. Dezember 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 489/2006 der Kommission vom 24. März 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Brachen für die Erzeugung von Rohstoffen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 263/2006 der Kommission vom 15. Februar 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der belgischen Mitteilung vom 29. Juli 2004 bezüglich der Artikel 58, § 1, 64, § 1, und 70 § 1, Punkt a), 2. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der am 26. Juni 2006 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Verpflichtung, den in der Präambel aufgeführten Verordnungen des Rats und der Kommission unverzüglich nachzukommen;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass die Anwendungsbedingungen und die Verpflichtungen in Sachen Brache im Rahmen der Betriebsprämienregelung sowie ihre Anwendung ab dem 1. Januar 2005 zu bestätigen und genau anzugeben sind;

In der Erwägung, dass Sanktionen vorgesehen sind im Falle der Nichteinhaltung der durch die Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung der neuen Direktstützungsregelung zugunsten der Landwirte;

Beschließt:

KAPITEL I — Nutzung der Rechte für Brachen und Verpflichtungen in Sachen Brache

Artikel 1 - § 1. Im Rahmen der Nutzung der Rechte für Brachen, wie sie in Artikel 1, Punkt 13° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik angeführt sind, und in Anwendung von Artikel 19, § 1 des besagten Erlasses, muss der Landwirt, der der Verpflichtung unterliegt, einen Teil der Ländereien seines Betriebs stillzulegen, unbeschadet von den Artikeln 2 und 3 des vorliegenden Erlasses insbesondere folgende Verpflichtungen beachten:

1° Unbeschadet der Anwendung von Artikel 17 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 müssen die in Artikel 1, Punkt 15° des besagten Erlasses erwähnten Brachen im Laufe eines Zeitraums, der mindestens vom 15. Januar des Kalenderjahres der Einreichung des Antrags auf Beihilfen bis zum 31. August desselben Kalenderjahres läuft, aus der Erzeugung genommen werden.

2° Unbeschadet der Anwendung von Artikel 20 des vorliegenden Erlasses müssen die stillgelegten Flächen in einem guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand erhalten werden.

3° Der Landwirt ist nicht berechtigt, auf den Brachen Pestizide zu landwirtschaftlichen Zwecken zu verwenden, davon ausgenommen sind die in Anlage I angegebenen Pestizide, die mit den darin vorgeschriebenen Bedingungen übereinstimmen.

4° Der Landwirt ist nicht berechtigt, die Flächen nach dem 15. Januar des betroffenen Jahres länger unbedeckt zu lassen als für die Durchführung der Aussaat nötig ist.

5° Der Landwirt muss:

- entweder auf den Brachen spätestens bis zum 31. Mai des Kalenderjahres der Einreichung des Antrags auf Beihilfen eine Pflanzendecke einsäen, die sich aus den auf den Listen 1 oder 2 der Anlage II angegebenen Sorten oder Sortenmischungen zusammensetzt.

- oder, wenn er sich nicht im Rahmen einer Brache-Fauna-Regelung verpflichtet hat, die in Artikel 19 erwähnt ist, auf diesen Brachen eine spontane Bodendecke wachsen lassen, insofern der Landwirt ab dem 15. Januar des betroffenen Jahres dort nicht pflügt und insofern diese spontane Bodendecke bis zu dem in den nachstehenden Punkt 8° angeführten Zeitpunkt ihrer Vernichtung beibehalten wird.

6° bei einer Pflanzendecke, die sich aus Sorten zusammensetzt, die in Liste 1 der Anlage II angegeben sind oder bei einer spontanen Pflanzendecke muss der Landwirt diese Pflanzendecke zu gegebener Zeit zwischen dem 15. Januar und dem 31. August mähen, um die Samenbildung dieser Pflanzen zu verhindern. Das Mähen ist so durchzuführen, dass die Vegetation kurzgeschnitten ist und das Schnittgut vor Ort liegen bleibt. Das Schnittgut darf weder geerntet noch auf dem Feld in welcher Form auch immer gelagert werden.

7° In folgenden Fällen ist das Mähen vor der Fruchtbildung nicht obligatorisch:

- wenn der Landwirt, die für die Anbringung einer Pflanzendecke eine zertifizierte Saatgutmischung, welche sich aus Sorten von mindestens 2 verschiedenen Familien aus Liste 1 oder aus den Listen 1 und 2 der Anlage 2 zusammensetzt und die mindestens 20 % jeder Familie dieser Mischung enthält, verwendet hat. In diesem Fall muss der Landwirt im Hinblick auf eine eventuelle Kontrolle Quittungen und Zertifizierungsetiketten der ausgesäten Mischungen aufbewahren;

- wenn der Landwirt eine Bodendecke gesät hat, die sich ausschließlich aus in der Liste 2 der Anlage II angegebenen Sorten zusammensetzt. 8° Ungeachtet dessen, ob die Decke spontan entstanden ist oder ob sie das Ergebnis einer Aussaat ist, muss der Landwirt zwischen dem 15. August und dem 31. August die Pflanzendecke durch Mähen, Zerkleinern, durch Anwendung von zugelassenen in Anlage I erwähnten Pflanzenschutzmitteln oder mit Hilfe von jedem anderen angebrachten Mittel (mit Ausnahme jeglicher Bodenbearbeitung) vernichten. Diese vernichtete Pflanzendecke muss vor Ort liegen gelassen werden und darf weder vermarktet, noch zu jeglichem anderen Zweck verwendet werden. Lediglich die Vegetation, die nach dem 31. August wächst, kann eventuell für den Eigenbedarf des Betriebs genutzt werden.

9° Eine Abweichung von der im Punkt 6° erwähnten Verpflichtung des Mähens vor der Samenbildung und eine Abweichung von der im Punkt 8° erwähnten Verpflichtung der Vernichtung der Bodendecke zwischen dem 15. August und dem 31. August können den Landwirten auf der Grundlage einer von der Verwaltung anerkannten amtlichen Bescheinigung gewährt werden, durch die das Vorhandensein auf den betroffenen Brachen von Vogelarten, die aufgrund der Richtlinie 79/409/EWG über den Schutz wild lebender Vogel geschützt sind, bescheinigt wird.

10° Für die folgenden Brachen dürfen keine Agrarumweltmaßnahmen nehmen gewährt werden, als:

- Erhaltungswendefläche und extensiv genutzter Wiesenstreifen, wie sie in der Methode 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von Agrarumweltmaßnahmen erwähnt sind;

- begraste Wendeflächen am Rand der Kulturen, wie sie in der Untermethode 3.a des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 über die Beihilfen in der Landwirtschaft erwähnt ist;

- oder bepflanzte Parzellenstreifen, wie sie in der Methode 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Oktober 2004 über die Beihilfen in der Landwirtschaft erwähnt sind.

11° Unbeschadet der in den Artikeln 2 und 3 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Befreiungen ist der Landwirt nicht berechtigt, den Brachen die landwirtschaftliche Zweckbestimmung zu geben, diese nicht zu einem gewinnbringenden Zweck zu nutzen oder nutzen zu lassen, der mit der Landwirtschaft unvereinbar ist; diese Flächen dürfen ebenfalls keine zur Vermarktung bestimmte Kultur erzeugen. Außerdem darf der Landwirt die Pflanzendecke zur Saatguterzeugung bestimmen oder verwenden.

12° Die Pflanzendecke darf erst nach dem 31. August zu landwirtschaftlichen Zwecken benutzt werden und diese darf bis zum 15. Januar nach dem Kalenderjahr der Einreichung des Antrags auf Beihilfen nicht für eine landwirtschaftliche, zur Vermarktung bestimmte Produktion verwendet werden.

13° Keine Bodenbearbeitung im Hinblick auf das Anlegen einer Kultur darf vor dem 1. September vorgenommen werden. Unter den von der Verwaltung festgelegten Bedingungen kann dem Landwirt jedoch erlaubt werden, im Hinblick auf die Ausführung der Aussaaten oder der Pflanzungen von Raps, Rübsen, Leinen oder einer anderen Kultur, die erst während des nächsten Jahres geerntet werden, ab dem 1. August die für die Aussaat oder die Pflanzung notwendigen Arbeiten durchzuführen und ab dem 15. August die Aussaat oder die Pflanzung der erwähnten Kultur(en) vorzunehmen.

§ 2. Unter besonderen Umständen trifft der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Verhinderung der Beamte, der ihn ersetzt, die unbedingt notwendigen abweichenden Vorkehrungen.

KAPITEL II — Freistellung von der Stilllegung für die biologische Landwirtschaft

Art. 2 - Im Rahmen der Nutzung der Rechte für Brachen findet die Freistellung von der Stilllegung, die in Artikel 19, § 2, Punkt 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 erwähnt wird, für die Landwirte, die die Gesamtheit ihres Betriebs nach den biologischen Produktionsmethoden bewirtschaften, Anwendung auf eine Anzahl Hektare, die die Anzahl der Rechte für Brachen, die der betroffene Landwirt 2005 erhalten hat, nicht überschreitet. Diese Freistellung findet ebenfalls Anwendung auf die später erworbenen mit Ländereien übertragenen Rechte für Brachen.

KAPITEL III — Freistellung von der Stilllegung für die Non-Food-Produktion

Art. 3 - Im Rahmen der Nutzung der Rechte für Brachen wird die Freistellung von der Stilllegung, die in Artikel 19, § 2, Punkt 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 erwähnt ist, für die Brachen gewährt, die für die Erzeugung von Rohstoffen, die in der Gemeinschaft zur Herstellung von nicht unmittelbar zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmten Erzeugnissen dienen. Die erlaubten Rohstoffe sind diejenigen, die in Artikel 145 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 erwähnt sind, die in der Gemeinschaft erzeugt werden und die für Non-Food Zwecke benutzt werden, die im Anhang XXIII der genannten Verordnung erwähnt sind und von denen lediglich die Nebenerzeugnisse für Lebens- oder Futtermittelzwecke verwendet werden könnten. Faserlein und Faserhanf, die für die Erzeugung von Textilfasern bestimmt sind, werden jedoch aus den oben erwähnten Rohstoffen ausgeschlossen.

Im Rahmen der Nutzung der Brachen und im Fall der Erzeugung von Rohstoffen, die für die Erzeugung von Rohstoffen zu Energiezwecken, die in Artikel 88 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 erwähnt sind, darf der Landwirt eine Beihilfe auf Beihilfen für Energiepflanzen nicht beantragen.

Art. 4 - Der Landwirt muss seinem in Artikel 1, Punkt 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 erwähnten Antrag auf Beihilfen den Vertrag beifügen, der mit einem Aufkäufer oder mit einem Erstverarbeiter, wie er in Artikeln 145, § 2 und 147 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 erwähnt ist, der die in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bedingungen erfüllt, unbeschadet der in Artikeln 146 und 148 der besagten Verordnung vorgesehenen Abweichung abgeschlossen worden ist. Diese Abweichung wird nur gewährt, wenn die in den besagten Artikeln dieser Verordnung vorgesehenen Bedingungen erfüllt werden.

Außer den im ersten Absatz vorgesehenen Bestimmungen ist der Landwirt verpflichtet, pro Erntejahr einen einzigen Vertrag pro Rohstoff abzuschließen.

In Abweichung vom ersten Absatz müssen die in der Anlage XXII der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 aufgeführten Rohstoffe nicht unbedingt Gegenstand eines Vertrags sein. In Ermangelung eines Vertrags muss der Landwirt seinem Antrag auf Beihilfen das von der Verwaltung erstellte Formular "Erklärung von Non-Food-Kulturen, die keinen Vertrag benötigen" beifügen. Mit Hilfe dieses Formulars verpflichtet sich der Landwirt, im Fall der Verwendung in seinem Betrieb oder des Verkaufs der betroffenen Rohstoffe, diese zu den in der Anlage XXIII der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 erwähnten Zwecken zu bestimmen. Im Formular werden insbesondere folgende Informationen angegeben:

- die Identifizierung und die Lokalisierung der Parzellen, auf denen die betroffenen Rohstoffe angebaut werden, in Übereinstimmung mit der "Flächenerklärung und dem Antrag auf Beihilfen" des betroffenen Landwirts und betreffend dasselbe Erntejahr;
- die Fläche jeder diesen Parzellen;
- für die Parzelle die Angabe der Kulturen, das Jahr ihres Anlegens, die Dauer des Anbauzyklus und die für die Ernten vorgesehenen Daten.

Art. 5 - § 1. Der in Artikel 4 erwähnte Vertrag zwischen dem Landwirt und dem Aufkäufer oder dem Erstverarbeiter ist nur gültig, wenn er von den beiden Parteien datiert und unterzeichnet wird.

§ 2. Der Vertrag muss in Übereinstimmung mit den in Artikel 145, § 1, 2. Absatz der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 festgelegten Bedingungen erstellt werden und muss zusätzlich zu den hauptsächlich geplanten Endverwendungen der Rohstoffe folgende Informationen beinhalten:

- 1° Name und Anschrift der Vertragsparteien;
- 2° Dauer des Vertrags und Erntejahr;

3° Für jede angebaute Art und Sorte die pro landwirtschaftliche Gegend angebaute Fläche und Lokalisierung der Parzellen in Übereinstimmung mit der Flächenerklärung und dem Antrag auf Beihilfen des betroffenen Landwirts und betreffend dasselbe Erntejahr;

Für jede angebaute Art und Sorte die voraussichtliche Menge der Rohstoffe sowie jegliche auf deren Lieferung anwendbaren Bedingung. Was die Ölfrüchte betrifft, muss diese voraussichtliche Menge jedoch wenigstens dem Ergebnis der Multiplikation der angebauten Fläche mit dem von der Verwaltung für die betreffende Gegend mitgeteilten Mindestertrag für den erwähnten Rohstoff entsprechen;

5o Betrifft der Vertrag Saatgut von Raps- oder Rübsensamen, Sonnenblumenkerne oder Sojabohnen der KN-Codes ex 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 oder 1201 00 90, muss zusätzlich die voraussichtliche Gesamtmenge der Nebenprodukte und die voraussichtliche Menge der Nebenprodukte, die nicht zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmt sind, angeführt werden, wobei in beiden Fällen die Gesamtmenge pro Sorte anzugeben ist;

6° die hauptsächlichen geplanten Endverwendungen der Rohstoffe, gemäß den in Artikel 145, § 1 und in Artikel 163, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 festgelegten Bedingungen.

§ 3. Der Vertrag muss die nachfolgenden Klauseln umfassen:

1° der Landwirt verpflichtet sich, dem Aufkäufer oder dem Erstverarbeiter die gesamten auf den fraglichen Flächen geernteten Rohstoffe zu liefern.

2° der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter verpflichtet sich, die gesamte Ernte abzunehmen und innerhalb der Gemeinschaft eine gleichwertige Menge dieser Ausgangserzeugnisse oder Zwischenerzeugnisse und/oder Nebenerzeugnisse in Enderzeugnisse gemäß Anhang XXIII der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 zu verarbeiten und dabei die in Artikel 145, § 3 der genannten Verordnung angeführten Bedingungen zu beachten.

§ 4. Der Landwirt hat darüber zu wachen, dass der Vertrag an einem Datum geschlossen wird, das seinem Vertragspartner ermöglicht, eine Kopie des genannten Vertrags innerhalb der in Artikel 6 festgelegten Frist bei der Zentralverwaltung einzureichen.

Art. 6 - Der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter muss als Vertragspartner des Landwirts der Zentralverwaltung, die in Artikel 1, Punkt 21 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 erwähnt ist, innerhalb der nachstehend angeführten Frist eine Kopie des Vertrags übermitteln:

1° bis zum 31. Januar des Erntejahres für die Winteraussaaten;

2° bis zum äußersten Datum für das Einreichen der Flächenerklärung und des Antrag auf Beihilfen im betreffenden Jahr für die Frühlingsaussaaten.

Die beiden Vertragsparteien können den Vertrag ändern oder auflösen, unter der Bedingung, dass diese Änderung von beiden Parteien unterzeichnet wird, und dass der Landwirt und der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter die Zentralverwaltung in Form eines Nachtrags zu dem ursprünglichen Vertrag vor dem äußersten Datum für die Aussaat, das auf den 31. Mai des Erntejahres festgelegt worden ist, darüber informiert, unbeschadet der Anwendung von Artikel 22, § 1, 3. Absatz der Verordnung (EG) Nr. 796/2004.

Art. 7 - § 1. Im Fall eines Vertrags leistet der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter die gesamte Sicherheit gemäß Artikel 158 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 bei der Zentralverwaltung und zwar spätestens an dem äußersten Datum für das Einreichen der Flächenerklärung und des Antrags auf Beihilfen für das betroffene Jahr.

Wird ein Vertrag geändert oder aufgelöst, so wird die geleistete Sicherheit entsprechend angepasst.

§ 2. Für jedes Ausgangserzeugnis wird die Sicherheit im Verhältnis zu den verarbeiteten Mengen freigegeben, sofern der Zentralverwaltung gegenüber nachgewiesen wird, dass diese Mengen unter den Bedingungen der geltenden Bestimmungen verarbeitet wurden.

Für die Verträge über Raps- oder Rübsensamen, Sonnenblumenkerne oder Sojabohnen der KN-Codes ex 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 oder 1201 00 90, die dem in Artikel 149 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 angeführten Verfahren unterliegen, so muss die festgestellte Menge der Nebenprodukte, die die Höchstmenge der Produkte, die für Lebens- oder Futtermittelzwecke bestimmt sind, übersteigt, auf anderen Absatzmärkten als denen der für Lebenszwecke bestimmten Produkte vertrieben werden. Der Beweis muss der Zentralverwaltung erbracht werden.

Art. 8 - § 1. Im Fall eines Vertrags und wenn der Landwirt während des Anbauzyklus der Meinung ist, dass er aufgrund besonderer Umstände nicht in der Lage sein wird, die Gesamtheit der in Artikel 10, §§ 1 und 2 vorgesehenen Menge der Rohstoffe zu liefern, setzt er die zuständige Direktion der Außendienste der Verwaltung schnellstmöglich davon in Kenntnis und übermittelt ihr den Nachweis für Kulturschäden. Außer bei höherer Gewalt muss dieser Beleg von der kommunalen Kommission zur Feststellung der Kulturschäden ausgestellt werden.

Alle Nachweise, die nach dem Erntedatum der Rohstoffe bei der zuständigen Direktion der Außendienste der Verwaltung eingehen, werden nicht berücksichtigt; diese Bestimmung gilt nicht bei höherer Gewalt. Ein Nachweis, der durch die kommunale Kommission zur Feststellung der Kulturschäden erstellt ist und ein vor dem Datum der Ernte ausgestellt Feststellungsprotokoll betrifft, wird jedoch zulässig, sofern er in der zuständigen Direktion der Außendienststellen der Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum des betroffenen Feststellungsprotokolls eingetroffen ist.

Für 2005 kann dieser Nachweis ebenfalls auf der Grundlage eines Feststellungsprotokolls ausgestellt werden, das vor dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses entweder von einem Bediensteten der Direktion Kontrolle der Abteilung Beihilfen in der Landwirtschaft der Generaldirektion Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder von einem Bediensteten der Abteilung Forschung, Entwicklung und Qualität derselben Generaldirektion durchgeführt wurde.

§ 2. Wird die unter § 1 angeführte Begründung für das Ausbleiben des erwarteten Ertrags von der zuständigen Direktion der Außendienststellen für zulässig erklärt, so erlaubt dieser:

- entweder eine Verringerung der Flächen, die Gegenstand des Vertrags sind;

- oder eine Auflösung des Vertrags;

- oder eine Verringerung der Menge der in dem Vertrag angeführten Rohstoffe, wobei diese Menge im Verhältnis zu dem geschätzten Ausmaß der Schäden an den Kulturen verringert wird.

Im Falle einer Verringerung oder einer Streichung der Fläche, die Gegenstand des Vertrags ist, ist der Landwirt verpflichtet, die betreffenden Flächen gemäß den Anforderungen der Dienststelle stillzulegen, um nicht sein Anrecht auf die Flächenbeihilfen zu verlieren. Zudem verliert er das Recht, die aus dem Vertrag herausgenommenen Ersterzeugnisse zu veräußern, abzutreten oder zu nutzen.

Art. 9 - Nach jeder Ernte der betroffenen Rohstoffe informiert der Landwirt die zuständige Direktion der Außendienststellen der Verwaltung spätestens am 31. Oktober des Erntejahres anhand des von der Zentralverwaltung erarbeiteten Erklärungsformulars « Ernte » über die Gesamtmenge des geernteten und gelieferten Erzeugnisses für jede angebaute Art und Sorte sowie die Identität des Abnehmers.

Die Erklärung der Ernte darf jedoch wie folgt erfolgen:

- spätestens am 30. November im Fall von Silagemais;
- spätestens am 31. Dezember im Fall von Zuckerrüben, Topinamburen und Zichorienwurzeln.

Art. 10 - § 1. Der Landwirt ist verpflichtet, seinem Vertragspartner die gesamten auf der vom Vertrag betreffenden Fläche geernteten Rohstoffe liefern.

Die Menge von Rohstoffen, die durch den Landwirt effektiv an den Aufkäufer oder den Erstverarbeiter zu liefern ist, entspricht wenigstens dem Ergebnis der Multiplikation der betroffenen angebauten Fläche mit dem im 2. Absatz erwähnten repräsentativen Ertrag.

§ 2. Die Verwaltung legt jedes Jahr die repräsentativen Erträge und teilt diese durch die Presse mit. Die im Anhang XXII der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 angegebenen Rohstoffe werden vom repräsentativen Ertrag befreit.

§ 3. Wenn der Ertrag nicht den Erwartungen entspricht und wenn die zuständige Direktion der Außendienststellen der schriftlichen Rechtfertigung des Landwirts stattgegeben hat, durch die das Ausbleiben des Ertrags erklärt werden kann, berücksichtigt die Verwaltung die Zustimmung, die sie vorab gemäß den Bestimmungen von Artikel 8, § 2 erteilt hat und durch die sie einer Verringerung der Menge der Rohstoffe, die der Landwirt gemäß § 1 zu liefern hatte, zugestimmt hatte

§ 4. Wenn der Ertrag nicht den Erwartungen entspricht, wird in den nachstehend angeführten Fällen davon ausgegangen, dass der Landwirt seine Verpflichtungen nicht erfüllt hat, was die für Non-Food Zwecke stillgelegten Parzellen betrifft:

1° wenn der von dem Landwirt gemäß Artikel 8, § 1 vorgebrachten Rechtfertigung einer ausbleibenden Lieferung von der zuständigen Direktion der Außendienststellen nicht stattgegeben wurde;

2° wenn die in Artikel 8, § 1 angeführten Unterlagen zur Rechtfertigung dieser ausbleibenden Lieferung nicht eingereicht worden sind oder der zuständigen Direktion der Außendienststellen nach dem Datum des Aberntens der Rohstoffe nicht übermittelt worden sind oder ggf. nach der Frist von dreißig Tagen nach dem Datum des im zweiten Absatz des vorliegenden Paragraphen erwähnten Feststellungsprotokolls eingereicht worden sind;

3° wenn die tatsächliche Liefermenge unter der liegt, die vorab gemäß den in Artikel 8 angeführten Bestimmungen von der zuständigen Direktion der Außendienststellen zugelassen worden ist.

Für die betreffenden Parzellen werden die in Artikel 51, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 vorgesehenen Sanktionen im Proporz zu der fehlenden Menge an Rohstoffen angewandt, die zu diesem Zweck in nicht wiedergefundene Fläche umgewandelt wird.

Art. 11 - Im Fall eines Vertrags übermittelt der Aufkäufer oder Erstverarbeiter, der Rohstoffe vom Landwirt erhalten hat, der Zentralverwaltung bis spätestens am 15. Oktober die folgenden Informationen:

- 1° die Menge der erhaltenen Rohstoffe in Brutto- und Nettogewicht, nach Art und Sorte der Kultur angeführt;
- 2° die Identität, die Anschrift des betroffenen Landwirts und seine Erzeugernummer;
- 3° der Ort der Lieferung und der Lagerung;
- 4° das Aktenzeichen des betreffenden Vertrags, d.h. die von der Verwaltung zugeteilte Vertragsnummer.

Art. 12 - § 1. Unter der Voraussetzung, dass die Bedingungen von Artikel 155 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 und insbesondere die nachstehend angeführten Bestimmungen erfüllt sind, kann die Zahlung an den Landwirt vor der Verarbeitung des Ausgangserzeugnisses erfolgen:

- 1° die in Artikel 9 erwähnte Ernteerklärung wurde abgegeben;
- 2° im Fall eines Vertrags:
 - eine Kopie des Vertrages wurde fristgerecht bei der Verwaltung durch den Aufkäufer oder den Erstverarbeiter hinterlegt;
 - die gesamte Sicherheit wurde von dem Aufkäufer oder dem Erstverarbeiter bei der Zentralverwaltung geleistet;
 - die Bedingungen über diesen Vertrag wurden erfüllt.

§ 2. Bei zweijährigen oder mehrjährigen Kulturen erfolgt die Zahlung jedes Jahr, insofern die im § 1, Punkt 2° erwähnten Bestimmungen im Laufe des ersten Anbaujahres beachtet werden und dass die im § 1, Punkt 1° erwähnte Bestimmung sowie die in Artikel 11 erwähnte Übermittlung im Laufe des Jahres der Ernte der Kulturen beachtet werden.

Art. 13 - § 1. Im Fall eines Vertrags muss der Aufkäufer jeden Monat ein Register führen, in dem die nachstehenden Angaben angeführt sind:

- 1° die Mengen von Rohstoffen, die gekauft und verkauft werden, um im Rahmen des vorliegenden Erlasses verarbeitet zu werden;
- 2° den Namen und die Anschrift der Landwirte;
- 3° den Namen und die Anschrift der späteren Käufer oder Zweitverarbeiter.

§ 2. Für jeden Rohstoff muss der Erstverarbeiter jeden Monat ein Register führen, in dem die nachstehenden Angaben angeführt werden: 1° die Mengen von Rohstoffen, die gekauft oder in Empfang genommenen werden, um verarbeitet zu werden;

- 2° die verarbeiteten Rohstoffmengen und die Mengen und Arten gewonnenen Fertig-, Neben- und Nachprodukte;
- 3° die Verarbeitungsverluste;
- 4° die vernichteten Mengen mit der entsprechenden Begründung;
- 5° die Mengen, die Arten und die erzielten Preise der vom Verarbeiter verkauften oder abgegebenen Fertig- und Nebenprodukte;
- 6° die Namen und Anschrift der Zweitverarbeiter.

§ 3. Jeder Verarbeiter muss der Zentralverwaltung die zweckdienlichen Informationen über die Verarbeitung der unter Vertrag stehenden Rohstoffe erteilen, insbesondere:

- 1° eine Beschreibung der Verarbeitungskette;

2° die Preise der produzierten Erzeugnisse;

3° die technischen Ertragskoeffizienten für die Verarbeitung in ein End-, ein Neben- und ein Nacherzeugnis, sowie die Verluste.

§ 4. Die unter § 1, § 2 und § 3 erwähnten Register und Informationen sind bei jeder von der Verwaltung durchgeführten Kontrolle vorzulegen.

§ 5. Jeder Aufkäufer, Erstverarbeiter oder Zweitverarbeiter ist verpflichtet, der zuständigen Behörde jederzeit die Kontrolle seiner Buchführung, die Inspektion seiner Betriebsanlagen, die Überprüfung der Lagerbestände sowie die Entnahme von Proben der Ersterzeugnisse zu ermöglichen.

§ 6. Die Belege für die Verträge, die Lieferungen und die Verarbeitungen, d.h. die Rechnungen, die Lieferscheine, die Transportdokumente, die Produktionsbuchführung, die Liste der Lagerbestände sowie die Bestellscheine müssen ab dem Datum der Freigabe der Garantie während drei Jahren im Betrieb aufbewahrt werden.

Art. 14 - Gemäß Artikel 145, § 3 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 und im Fall eines Vertrags muss der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter, der den Non-Food Vertriebsmärkten ein Ausgangserzeugnis, ein Zwischenerzeugnis oder ein Nebenerzeugnis, das anhand eines Rohstoffes hergestellt wurde, entzieht, dies vorab der Zentralverwaltung mittels des von dieser Behörde vorgeschriebenen Mitteilungsförmulars mitteilen.

Die entsprechende Menge eines Rohstoffes oder eines Zwischen- oder Nebenerzeugnisses, das anhand dieses Rohstoffes hergestellt worden ist und in ein Non-Food-Erzeugnis verarbeitet worden ist, um die entzogenen Erzeugnisse zu ersetzen, muss der Zentralverwaltung mittels des von dieser Behöörde vorgeschriebenen Mitteilungsförmulars mitgeteilt werden.

Der Aufkäufer oder der Erstverarbeiter, der die hauptsächlichen geplanten Endverwendungen gemäß Artikel 152 der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 abändert, muss vorher die Zentralverwaltung darüber zu informieren.

Art. 15 - Im Fall eines Vertrags und bei innergemeinschaftlichem Warenaustausch von Rohstoffen oder Zwischenerzeugnissen ist gemäß den in den Artikeln 160 bis 162 der Verordnung (EG) 1973/2004 angeführten Modalitäten das Dokument T5 oder einen Alternativnachweis und Notifizierungsförmulare für die gleichwertigen Austausche zu verwenden

Diesbezüglich ist die Zentralverwaltung vom Aufkäufer oder ggf. vom Erstverarbeiter vor jeglichem Abgang von Erzeugnissen nach einem anderen Mitgliedstaat über den Namen und die Anschrift des Empfängers, die Art, die Sorte und die Menge jedes Erzeugnisses sowie den Monat der Lieferung dieser Erzeugnisse zu informieren.

Art. 16 - Im Fall eines Vertrags muss die Verarbeitung in ein Non-Food-Erzeugnis am 31. Juli des zweiten auf die Ernte folgenden Jahres abgeschlossen sein.

Für die Rohstoffe, die dem in Artikel 7, § 2, 2. Absatz angeführten Verfahren unterliegen, ist die im ersten Absatz erwähnte Frist ebenfalls anwendbar für den Vertrieb auf den Absatzmärkten für Produkte, die für Lebens- oder Futtermittelzwecke bestimmt sind.

Art. 17 - § 1. Der Landwirt ist berechtigt, auf den stillgelegten Flächen seines Betriebs Folgendes anbauen:

- Getreide oder Rübsen, Raps, Sonnenblumen oder Sojabohnen der KN-Codes 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 oder 1201 00 90, die er als Brennstoffe nutzt, um den Betrieb zu heizen, oder um Energie oder Biobrennstoff zu erzeugen;

- jeden Rohstoff für die Verarbeitung in seinem Betrieb zu Biogas des KN-Codes 2711 29 00.

§ 2. Im in dem § 1 erwähnten Fall muß der Landwirt:

1° sich durch eine Erklärung verpflichten, die den in Artikel 4, 1. Absatz angeführten Vertrag ersetzt, alle Rohstoffe, auf das sich diese Erklärung bezieht, direkt zu nutzen oder zu verarbeiten;

2° durch eine Einrichtung, oder ein Unternehmen, die bzw. das von der Verwaltung bezeichnet werden, auf seinen Kosten alle geernteten Rohstoffe wiegen zu lassen und eine besondere Buchhaltung für die verwendete Rohstoffe und die aus der Verarbeitung stammenden Erzeugnisse und Nacherzeugnisse einzuführen. Bei Getreide und Ölsaaten, die den KN-Codes 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 oder 1201 00 90 unterliegen, Stroh und bei Verwendung der ganzen Pflanze kann jedoch das Wiegen durch die Ermittlung des Volumens des Rohstoffes ersetzt werden.

3° außer im Fall einer Verarbeitung zu Biogas das Getreide oder die Ölsaaten, die im § 1 erwähnt sind, auf seinen Kosten und wobei das von der Verwaltung vorgeschriebene Verfahren anzuwenden ist, denaturieren oder denaturieren lassen. Die Denaturierung des im Betrieb gewonnenen Öles, anstatt der Denaturierung der Saaten, wird jedoch bei der Erzeugung von Biotreibstoffen gestattet.

4° ein getrenntes Register führen, in dem insbesondere die Menge der geernteten, verarbeiteten und direkt nach der Verarbeitung denaturierten Rohstoffe aufgeführt wird.

5° selbst die in Artikel 7 angeführte Sicherheit hinterlegen.

§ 3. Die Bestimmungen der Artikel 4 bis 16 sind mutatis mutandis auf den Landwirt anwendbar, der selbst Rohstoffe auf seinem Betrieb verarbeitet.

Art. 18 - § 1. Der Anbau von Zückerrüben, Topinambur oder Zichorienwurzel werden auf den stillgelegten Flächen nur erlaubt, wenn:

1° die Zückerrüben nicht zur Zuckererzeugung in irgendwelcher Eigenschaft dienen;

2° die Zichorienwurzel oder Topinambur keinem Hydrolyseverfahren unterworfen werden.

§ 2. Im Jahre 2005 wird im Rahmen der Nutzung der Rechte für Brachen für die stillgelegten Flächen, auf denen Zückerrüben, Topinambur oder Zichorienwurzel angebaut werden, keine Zahlung geleistet.

Bei vorerwähnten Kulturen gelten jedoch die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, als ob die Zahlung geleistet würde.

KAPITEL IV — Nutzung der Rechte für Brachen und Verpflichtungen im Fall einer Brache-Fauna

Art. 19 - Im Rahmen der Nutzung der Rechte für Brachen kann den Landwirten, die sich zu einer in Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 erwähnten Brache-Fauna-Regelung verpflichtet haben, eine Abweichung, was die folgenden Verpflichtungen betrifft, erteilt werden:

1° die in Artikel 1, Punkte 6° und 7° des vorliegenden Erlasses vorgesehene Verpflichtung des Mähens;

2° die in Artikel 1, Punkt 8° vorgesehene Verpflichtung, die Pflanzendecke zu vernichten.

Der Landwirt, der sich zu einer Brache-Fauna-Regelung verpflichtet hat, muss jedoch, die folgenden Verpflichtungen auf den betroffenen Flächen einhalten:

- 1° eine spontane Bodendecke nicht wachsen lassen;
- 2° spätestens bis zum 15. Mai des Kalenderjahres der Einreichung des Antrags auf Beihilfen Folgendes zu säen:
 - entweder eine Pflanzendecke bestehend aus einer Mischung der Sorten der Listen 1 und 2 der Anlage II und die mindestens 20 % jeder Familie dieser Mischung enthält;
 - oder eine Pflanzendecke bestehend aus einer von der Verwaltung gestatteten Mischung der Sorten, deren Bestandteile nicht einzeln geerntet werden können.
- 3° die stillgelegten Brache-Fauna Parzellen frühestens bis zum 1. November und spätestens bis zum 15. Dezember beizubehalten;
- 4° unter den in der Anlage I erwähnten Pestiziden weder Diquat, noch Paraquat, noch Produkte zur Vernichtung der Nageltiere zu verwenden;
- 5° die Bodendecke am Ende des betroffenen Zeitraums der Brache-Fauna zu vernichten, außer wenn der Landwirt vor dem 1. November einen Antrag auf Abweichung bei der betroffenen Direktion der Außendienststellen und nach den Anweisungen der Verwaltung eingereicht hat.

6° die betroffene Direktion der Außendienststellen über das für jegliche Vernichtung der Pflanzendecke vorgesehene Datum mindestens zwei Werktage vor dem Datum der Ausführung dieser Arbeiten und dies im Laufe der ganzen Dauer des Zeitraums der Brache-Fauna zu informieren.

Die Landwirte, die sich zu der Brache-Fauna-Regelung verpflichtet haben, müssen außerdem ihrem Antrag auf Beihilfen einen Brache-Fauna-Vertrag beifügen, der mit dem Jagdberechtigten, die von den Parzellen, die Gegenstand des Vertrags sind, betroffen ist, oder für dieselben Parzellen mit einem Vertreter eines Verbands, die für den Naturschutz tätig ist oder mit einem Vertreter eines Jagdrates abgeschlossen wird. Wenn der Landwirt selbst Jäger und Jagdberechtigter ist, kann der Vertrag durch eine ehrenwörtliche Brache-Fauna-Erklärung ersetzt werden.

Diese Landwirte, die sich zu der Brache-Fauna-Regelung verpflichtet haben, müssen ebenfalls ihrem Antrag auf Beihilfen eine Abschrift des gültigen Jagdscheins des im vorstehenden Absatz erwähnten Jagdberechtigten oder ggf. eine Abschrift der Karte, die die Mitgliedschaft in des genannten Naturschutzverbands oder des genannten Jagdrates beifügen.

Der Vertrag oder die Erklärung bezüglich der Brache-Fauna muss die Bestandsaufnahme der betroffenen Parzellen umfassen und verpflichtet die Unterzeichner, die allgemeinen Verpflichtungen in Sachen Brachen sowie die besonderen Verpflichtungen der Brache-Fauna-Regelung für diese Parzellen einzuhalten. Ein Muster des Vertrags oder der Erklärung ist bei der Verwaltung verfügbar.

KAPITEL V — Nutzung der Rechte für Brache und Aufforstung von landwirtschaftlichen Ländereien

Art. 20 - Im Rahmen der Nutzung der Rechte für Brachen können die Flächen, die aufgrund Artikel 31 der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) aufgeforstet wurden, infolge eines nach dem 28. Juni 1995 gestellten Antrags als stillgelegte Flächen berücksichtigt werden. In diesem Fall finden die Bestimmungen, die über den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand getroffen werden oder die für den Umweltschutz bestimmt sind, aber die sich unvereinbar mit den Aufforstungsbedingungen erweisen, keine Anwendung auf die so stillgelegten Flächen.

KAPITEL VI — Sonderstrafen über die Verpflichtungen in Sachen stillgelegte Flächen

Art. 21 - Die Flächen betreffend die Parzellen, die den in Artikel 1 erwähnten Anforderungen, mit Ausnahme derjenigen der zweiten und dritten Absätze des vorliegenden Artikels, nicht genügen, werden im Sinne von Artikel 2, Punkt 22 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 nicht als stillgelegte Fläche bestimmt.

Im Falle der Nichteinhaltung der in Artikel 1, Punkte 3°, 5° und 6° und in Artikel 19, 2. Absatz, Punkte 4° und 6° erwähnten Verpflichtungen wird der an den Landwirt zu zahlende Betrag, der sich auf die durch die Nichteinhaltung der Verpflichtungen betroffenen Parzellen bezieht, um den Betrag, auf den der Landwirt Anspruch hätte, wenn die Verpflichtungen eingehalten wären, bis zur Höhe eines im dritten Absatz festgelegten Prozentsatz ermäßigt.

Unbeschadet anderer Strafen, die für die Cross-Compliance und die Regeln für den Erhalt des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands vorgesehen sind, werden die in dem zweiten Absatz genannten Prozentsätze wie folgt festgelegt:

- 100 % falls die zuständige Direktion der Außendienststellen nicht über das für jegliche Vernichtung der auf einer Brache angelegten Pflanzendecke vorgesehene Datum mindestens zwei Werktage vor dem Datum der Ausführung dieser Arbeiten gemäß Artikel 19, zweiter Absatz, Punkt 6° informiert worden ist.
- 50 % bei der Verwendung von anderen Pflanzenschutzmitteln, als jenen, die gemäß Artikel 1, Punkt 3 und Artikel 19, Absatz 2, Punkt 4° zugelassen worden sind oder bei einer Missachtung der vorgeschriebenen Bedingungen;
- 30 % bei Ausbleibens des Mähens vor der Samenbildung unter den in Artikel 1, Punkt 6° vorgesehenen Bedingungen unter Berücksichtigung der vorgesehenen Ausnahmen;
- 20 % bei allen anderen Fällen der Missachtung der Verpflichtungen.

Kapitel VII — Allgemeine Bestimmungen

Art. 22 - Bei Strafe von Verfall oder Nichtigkeit muss jeglicher Einspruch gegen einen in Anwendung des vorliegenden Erlasses gefassten Beschluss per innerhalb des Monats nach der Mitteilung des besagten Beschlusses an die Verwaltung gerichtetes Einschreiben eingereicht werden. Die Einreichung des Einspruches schließt ggf. einen Antrag zur Rückzahlung der irrigerweise überwiesenen Beträge nicht aus. Zudem hat dieser Einspruch keine aufschiebende Wirkung im Bezug auf ggf. geschuldete Verzugszinsen.

Art. 23 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2005 wirksam.

Namur, den 7. Juli 2006.

B. LUTGEN

ANLAGE I

Zugelassene Pestizide für landwirtschaftliche Nutzung in der Branche

Bedingungen	Produkte	Zu bekämpfende Pflanzen und/oder Organismen
1° Vor der Aussaat oder nach der Aussaat aber vor Auftreten der Sämlinge	GLYPHOSAT	Einjährige und dauerhafte Grasarten und zweikeimblättrige Pflanzen
	GLUFOSINATE-AMMONIUM	Einjährige und dauerhafte Grasarten und zweikeimblättrige Pflanzen
	GLYPHOSAT-TRIMESIUM	Einjährige und dauerhafte Grasarten und zweikeimblättrige Pflanzen
	DIQUAT	Einjährige und dauerhafte Grasarten und zweikeimblättrige Pflanzen
	PARAQUAT	Einjährige und dauerhafte Grasarten und zweikeimblättrige Pflanzen
	DIQUAT + PARAQUAT	Einjährige und dauerhafte Grasarten und zweikeimblättrige Pflanzen
	TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Zweikeimblättrige und buschartige Pflanzen
2° Vor dem 31. Mai	BENTAZON	Einjährige zweikeimblättrige Pflanzen in Grasarten
	CARBETAMID	Einjährige Grasarten im Klee
	CHLORPROPHAM	Einjährige Grasarten und zweikeimblättrige Pflanzen im Klee
	ETHOFUMESAT	Bestimmte zweikeimblättrige Pflanzen (Sternmiere) und bestimmte Grasarten (Rispengras, Fuchsschwanz, Straußgras) in Ray-Gras
	FLUAZIFOP-P-BUTYL	Gegen Fuchsschwanz, Hühnerhirse, Flughafener, Straußgras, Getreidenaufwuchs, Quecke und dauerhafte Gräser im Klee
	FLUROXYPYR	Einjährige zweikeimblättrige Pflanzen in Grasarten
	FLUROXYPYR + CLOPYRALID + MCPA	Einjährige zweikeimblättrige Pflanzen in Grasarten
	CYCLOXYDIM	Einjährige Grasarten und Quecke im Klee
	2,4-D D, DICAMBA, MECOPROP-P, DICHLORPROP-P, MCPA und ihre Verbindungen	Einjährige und dauerhafte zweikeimblättrige Pflanzen in Grasarten
	MCPB	Einjährige und dauerhafte zweikeimblättrige Pflanzen in Grasarten
	PARAQUAT	Als Selektivherbizid während der Vegetationsruhe (November-Februar) im Klee
	PENDIMETHALIN	Zweikeimblättrige Pflanzen in Lupinen
	PROPYZAMID	Grasarten im Klee
	THIFENSULFURON	Einjährige zweikeimblättrige Pflanzen in Grasarten
	ISOXABEN	Einjährige und dauerhafte zweikeimblättrige Pflanzen in Grasarten
3° Lokal- behandlung	CLOPYRALID + FLUROXYPYR + IOXY-NIL	Im Frühjahr und im Herbst, zweikeimblättrige Pflanzen in Grasarten
	CLOPYRALID + MECOPROP-P	Einjährige zweikeimblättrige Pflanzen und Disteln in Grasarten
	2,4-D D, DICAMBA, MECOPROP-P, DICHLORPROP-P, MCPA und ihre Verbindungen	Einjährige und dauerhafte zweikeimblättrige Pflanzen in Grasarten
	METABENZTHIAZURON	Rispengras in Grasarten (Mitte September- Mitte Oktober), Disteln in Grasarten; verwendet, um die Samenbildung einzuschränken
	METSULFURON-METHYL	Ampfer in Grasarten
	ASULAME	Ampfer in Grasarten
	FLORASULAM	Einjährige zweikeimblättrige Pflanzen (Kamille, Labkraut, Sternmiere inbegriffen) in (Saatproduktion von) Grasarten
	TRICLOPYR	Holzartige Pflanzen, Schachtelhalme und zweikeimblättrige Pflanzen
	TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Zweikeimblättrige und buschartige Pflanzen
4° Zur Einschränkung des Wachstums und der Frucht- bildung der Boden- bedeckung	TRIMESIUM-GLYPHOSAT	Rot- und Rohrschwengel, Phazelie, Ray-Gras, Klee, gemeine Wicke
	GLYPHOSAT	Rot- und Rohrschwengel, weißer Senf, Phazelie, englisches Ray-Gras, Weiß-, Inkarnat- und Rotklee, gemeine Wicke
	METSULFURON-METHYL	Weißer Senf, Futterrüben, Phazelie, Weiß-, Inkarnat- und Rotklee, gemeine Wicke, spontane Pflanzendecke
	DICAMBA	Phazelie, Weiß-, Perser- und Inkarnatklee

Bedingungen	Produkte	Zu bekämpfende Pflanzen und/oder Organismen
—	—	—
	Anwendungsstadien: Rot- und Rohrschwengel: vom Stadium "Schossen" bis zum Stadium "Quellung" Weißer Senf: vom Stadium "abstehende Knoten/ erste Blütenblätter" bis zum Stadium "einige Blüten" Phazolie vom Stadium "abstehende Knoten /erste Blütenblätter" bis zum Stadium "erste Blüten" Rettich: ab dem Stadium "Vollblüte" Englisches, italienisches Ray-Gras und Hybrid-Ray-Gras: vom Stadium "Schossen" bis zum Stadium "Quellung" Weiß-, Perser-, Alexandriner-, Rot-, Hybrid-, Inkarnatklee: vom Stadium "Beginn Blüte" bis zum Stadium "Vollblüte" Gemeine Wicke vom Stadium "Beginn Blüte" bis zum Stadium "erste platte Hülsen"	
5° Vernichtung der Gründ- ecke am Ende der Brache	GLYPHOSAT GLUFOSINAT-AMMONIUM GLYPHOSAT-TRIMESIUM	Einjährige und dauerhafte Grasarten und zweikeimblättrige Pflanzen Einjährige und dauerhafte Grasarten und zweikeimblättrige Pflanzen Einjährige und dauerhafte Grasarten und zweikeimblättrige Pflanzen
6° Vernichtung von Nage- tieren in den mehrjährigen Brachen	CHLOROPHACINON BRODIFACOUM	Wald- und Feldmäuse Waldmaus

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 7. Juli 2006 über die Verpflichtungen in Sachen Brache im Fall der Anwendung der Betriebsprämienregelung, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik erwähnt ist, beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juli 2006

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE II

Liste der auf Brache erlaubten Arten

LISTE 1: Liste der Sorten, die auf stillgelegten Flächen mit Verpflichtung zur Mahd vor Samenbildung erlaubt sind

Familie	Lateinische Bezeichnung	Deutsche Bezeichnung
Grasarten	<i>Festuca rubra</i>	Rotschwengel
Grasarten	<i>Agrostis capillaris</i>	Weißes Straussgras (Gemeines Straussgras)
Grasarten	<i>Poa pratensis</i>	Wiesenrispengras
Grasarten	<i>Festuca ovina</i>	Schafschwengel
Grasarten	<i>Festuca pratensis</i>	Wiesenschwengel
Grasarten	<i>Phleum pratense</i>	Wiesenlieschgras
Grasarten	<i>Lolium perenne</i>	englisches Ray-Gras
Grasarten	<i>Lolium multiflorum</i>	italienisches Ray-gras
Grasarten	<i>Dactylis glomerata</i>	Knaulgras
Grasarten	<i>Festuca arundinacea</i>	Rohrschwengel
Grasarten	<i>Lolium hybridum</i>	Hybrid-Ray-Gras
Grasarten	<i>Alopecurus pratensis</i>	Wiesenfuchsschwanz
Schmetterlingsblütler	<i>Vicia sativa</i>	Gemeine Wicke
Kreuzblütler	<i>Raphanus sativus</i> var. <i>oleiformis</i>	Ölrettich
Kreuzblütler	<i>Sinapis alba</i>	Weißer Senf
Kreuzblütler	<i>Brassica nigra</i>	Schwarzer Senf
Kreuzblütler	<i>Brassica juncea</i>	Ackersenf
Kreuzblütler	<i>Brassica oleracea</i>	Futterkohl

LISTE 2: Liste der Sorten, die auf stillgelegten Flächen ohne Verpflichtung zur Mahd vor Samenbildung erlaubt sind

Familie	Lateinische Bezeichnung	Deutsche Bezeichnung
Schmetterlingsblütler	<i>Trifolium repens</i>	Weißklee
Schmetterlingsblütler	<i>Trifolium pratense</i>	Rotklee
Schmetterlingsblütler	<i>Trifolium resupinatum</i>	Perserklee
Schmetterlingsblütler	<i>Trifolium hybridum</i>	Hybridklee
Schmetterlingsblütler	<i>Trifolium alexandrinum</i>	Alexandrinerklee
Schmetterlingsblütler	<i>Medicago lupulina</i>	Gelbklee
Schmetterlingsblütler	<i>Medicago sativa</i>	Blaue Luzerne
Schmetterlingsblütler	<i>Trifolium incarnatum</i>	Inkarnatklee
Schmetterlingsblütler	<i>Melilotus alba Medicus</i>	Steinklee
Schmetterlingsblütler	<i>Onobrychis viciifolia</i>	Hahnenkamm
Schmetterlingsblütler	<i>Lotus corniculatus</i>	Hornschotenklee
Schmetterlingsblütler	<i>Melilotus officinalis</i>	Ackerhonigklee
Hydrophyllaceae	<i>Phacelia tanacetifolia</i>	Phazalie
Korbblütler	<i>Tagetes erecta</i>	Tageten

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 7. Juli 2006 über die Verpflichtungen in Sachen Brache im Fall der Anwendung der Betriebsprämienregelung, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik erwähnt ist, beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juli 2007.

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4139

[C - 2006/203317]

7 JULI 2006. — Ministerieel besluit betreffende de verplichtingen inzake braaklegging bij toepassing van de bedrijfstoeslagregeling bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, punt 1°, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op verordening (EG) nr. 1258/1999 van de Raad van 17 mei 1999 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 319/2006 van de Commissie van 20 februari 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoeslagregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2183/2005 van de Commissie van 22 december 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 489/2006 van de Commissie van 24 maart 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij titels IV en IV bis van die Verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 263/2006 van de Commissie van 15 februari 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de notificatie door België d.d. 29 juli 2004 in hoofde van artikelen 58, § 1, en 64, § 1, en 70, § 1, punt a), 2de streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op het overleg van 26 juni 2006 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de verplichting om zich onverwijld te schikken naar de in de aanhef bedoelde Verordeningen van de Raad en de Commissie;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat de toepassingsvoorwaarden alsook de verplichtingen inzake braaklegging in het kader van de bedrijfstoeslagregeling moeten worden bevestigd en nader bepaald en dat die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2005;

Overwegende dat straffen voorzien zijn bij niet-naleving van de bij de Europese regelgeving opgelegde termijnen om dat nieuwe stelsel toe te passen en om de nieuwe rechtstreekse steunverlening aan landbouwersinkomen in te stellen;

Besluit :

HOOFDSTUK I. - Gebruik van braakleggingstoelagen en verplichtingen inzake braaklegging

Artikel 1. § 1. In het kader van het gebruik van zijn braakleggingstoelagen zoals bedoeld in artikel 1, punt 13, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en ter uitvoering van artikel 19, § 1, van genoemd besluit, moet de landbouwer onderworpen aan de verplichting om een deel van zijn bedrijf braak te leggen, onverminderd artikelen 2 en 3 van dit besluit, de volgende verplichtingen naleven :

1° Onverminderd de toepassing van artikel 17 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006, moeten de in artikel 1, punt 15, van genoemd besluit bedoelde braakgelegde oppervlakten uit de productie worden genomen tijdens een periode die ten minste begrepen is tussen 15 januari van het kalenderjaar van de indiening van de steunaanvraag en 31 augustus van hetzelfde kalenderjaar.

2° Onverminderd de toepassing van artikel 20 van dit besluit, moet de braakgelegde grond worden gehouden in goede landbouw- en milieucondities.

3° De landbouwer mag op de braakgelegde grond geen gebruik maken van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik behalve die welke staan vermeld in bijlage I en dit conform de daarin voorgeschreven voorwaarden.

4° De landbouwer mag na 15 januari van het betrokken jaar de grond niet langer naakt laten liggen dan noodzakelijk voor de zaaiwerkzaamheden.

5° De landbouwer moet :

- hetzij, ten laatste op 31 mei van het kalenderjaar van de indiening van de steunaanvraag, op de braakgelegde grond een plantendek in te zaaien dat samengesteld is uit een soort of een mengsel van soorten opgenomen in lijst 1 of 2 van bijlage II;

- hetzij, indien hij niet heeft geopteerd voor het stelsel van de faunabraaklegging waarvan sprake in artikel 19, er een spontane bodembedekking op laten ontwikkelen voor zover de landbouwer er niet op ploegt vanaf 15 januari van het betrokken jaar en op voorwaarde dat genoemde bodembedekking er gehouden wordt tot de in onderstaand punt 8° bedoelde vernietiging daarvan.

6° In geval van een bodembedekking met in lijst 1 bij bijlage II opgenomen ingezaaide soorten of van een spontane bodembedekking, moet de landbouwer dat plantendek tijdig en in elk geval tussen 15 januari en 31 augustus maaien ter voorkoming van de zaadvorming van planten. De vegetatie moet vlak over de grond afgemaaid worden en het product hiervan ter plaatse blijven. Dat product mag noch geoogst noch opgeslagen worden ter plaatse, ongeacht de gebruikte methode.

7° Het maaien vóór de zaadvorming is niet verplicht in de volgende gevallen :

- wanneer de landbouwer voor de aanplanting van het plantendek een gecertificeerd zaaizaadmengsel heeft gebruikt van soorten van minstens 2 verschillende families, voorkomend op lijst 1 of op lijsten 1 en 2 van bijlage II en samengesteld uit ten minste 20 % van elke familie van dat mengsel. In dit geval moet de landbouwer met het oog op eventuele controle de aankoopbewijzen en de certificeringsetiketten van de gezaaide mengsels behouden;

- wanneer de landbouwer een bedekking heeft gezaaid die enkel bestaat uit soorten opgenomen in lijst 2 van bijlage II.

8° Ongeacht of de bedekking spontaan is of voortvloeit uit zaaiwerkzaamheden, moet de landbouwer tussen 15 en 31 augustus het plantendek vernietigen door maaien vlak over de grond, malen, toepassing van toegestane fytofarmaceutische producten opgenomen in bijlage I of door alle gepaste middelen met uitzondering van elke grondbewerking. Het afgemaaide, fijngemalen of op enige andere wijze vernietigd product moet ter plaatse blijven en mag nooit gebruikt worden voor commercialisering of enig ander doeleinde. Enkel de hergroei van de vegetatie mag na 31 augustus voor eigen exploitatienoodwendigheden eventueel gebruikt worden.

9° Een afwijking van de verplichting tot maaien vóór de zaadvorming voor de soorten voorkomend op voormelde lijst 1 van bijlage II bedoeld in punt 6° en een afwijking van de in punt 8° bedoelde verplichting tot vernietiging van de bedekking tussen 15 en 31 augustus kunnen worden toegestaan aan de landbouwers op grond van een door het bestuur erkend officieel attest waaruit blijkt dat vogelsoorten die beschermd zijn krachtens Richtlijn 79/409/EEG inzake het behoud van de vogelstand, aanwezig zijn op de betrokken braakgelegde gronden.

10° Braakgelegde oppervlakten komen niet in aanmerking voor toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw :

- als behoudsperceelsrand en extensieve graslandstrook zoals bedoeld in methode 2 van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 tot toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

- als met gras bezaaide perceelsrand zoals bedoeld in methode 3.a van het besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004 tot toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;

- of als ingerichte perceelstroken zoals bedoeld in methode 9 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 28 oktober 2004.

11° Onverminderd de vrijstellingen voorzien bij artikelen 2 en 3 van dit besluit mogen de oppervlakten braakland niet bestemd zijn voor landbouwactiviteiten noch worden gebruikt voor een winstgevend doel onverenigbaar met de landbouw noch gewassen voor commerciële doeleinden voortbrengen. Bovendien mag het plantendek niet bestemd zijn of worden gebruikt voor zaadwinning.

12° Het plantendek mag niet worden gebruikt voor landbouwdoeleinden vóór 31 augustus en mag evenmin vóór 15 januari volgend op het kalenderjaar van indiening van de steunaanvraag een voor verkoop bestemde plantaardige productie opleveren.

13° Geen grondbewerking met het oog op de aanleg van een gewas mag worden verricht vóór 1 september. Onder de door het bestuur vastgestelde voorwaarden kan de landbouwer ertoe gemachtigd zijn, met het oog op het inzaaien of aanplanten van koolzaad, raapzaad, wintergraangewassen of een ander gewas dat pas het volgende jaar geoogst zal worden, om vanaf 1 augustus de noodzakelijke werken uit te voeren vóór het inzaaien of de aanplanting en om vanaf 15 augustus het of de bedoelde gewassen in te zaaien of aan te planten.

§ 2. In geval van buitengewone omstandigheden, neemt de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of bij afwezigheid of verhinderd zijn plaatsvervanger, de noodzakelijke afwijkende bepalingen.

HOOFDSTUK II. — De vrijstelling van braaklegging voor de biologische landbouw

Art. 2. In het kader van het gebruik van de braakleggingsrechten is de vrijstelling van braaklegging bedoeld in artikel 19, § 2, punt 1°, van het besluit van de Waalse Regering betreffende de landbouwers die het geheel van hun bedrijf beheren volgens de biologische productiemethode, van toepassing op een aantal hectaren dat niet hoger is dan het aantal braakleggingsrechten die de betrokken landbouwer heeft verkregen in 2005. Die vrijstelling is ook van toepassing op de met gronden overgedragen braakleggingsrechten die later zijn aangeschaft.

HOOFDSTUK II. — De vrijstelling van braaklegging voor de productie van non-voedingsstoffen

Art. 3. In het kader van het gebruik van de braakleggingsrechten is de vrijstelling van braaklegging bedoeld in artikel 19, § 2, punt 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 verleend voor de braakgelegde grond die gebruikt wordt voor de productie van grondstoffen voor de vervaardiging binnen de Gemeenschap van producten die niet in de eerste plaats zijn bestemd voor voeding of vervoeding. De toegestane grondstoffen staan vermeld in artikel 145 van Verordening (EG) nr. 1973/2004, worden gebruikt in de Gemeenschap en zijn bestemd voor de productie van non-voedingsstoffen bedoeld in bijlage XXIII van genoemde Verordening; enkel de eventuele bijproducten daarvan kunnen bestemd zijn voor voeding of vervoeding. Vezelvlas en vezelhennep bestemd voor vezelproductie worden echter uitgesloten van bovenbedoelde grondstoffen.

In het kader van het gebruik van braakleggingsrechten en van productie van grondstoffen bestemd voor energiedoelinden zoals bedoeld in artikel 88 van Verordening (EG) nr. 1782/2003, komt de landbouwer niet in aanmerking voor steun aan energiegewassen.

Art. 4. De landbouwer moet bij zijn steunaanvraag, bedoeld in artikel 1, punt 8°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006, het contract voegen dat gesloten is met een inzamelaar of een eerste verwerker zoals bedoeld in artikelen 145, § 2, en 147 van Verordening (EG) nr. 1973/2004, overeenkomstig de voorwaarden voorzien in artikel 5 van dit besluit, onverminderd de afwijking bedoeld in artikelen 146 en 148 van genoemde Verordening. Die afwijking wordt enkel toegestaan mits de bij genoemde artikelen van die Verordening voorziene voorwaarden worden vervuld.

Naast de in het eerste lid bedoelde bepalingen, is de landbouwer ertoe verplicht één enkel contract per grondstof en per oogstjaar te sluiten.

In afwijking van het eerste lid vereisen de grondstoffen die staan vermeld in bijlage XXII bij Verordening (EG) nr. 1973/2004, geen contract. Bij gebrek aan contract voegt de landbouwer bij zijn steunaanvraag het door het bestuur opgestelde formulier "aangifte van niet-voedingsgewassen waarvoor geen contract is vereist"; Op dat formulier verbindt de landbouwer zich ertoe de betrokken grondstoffen, bij gebruik op zijn bedrijf of bij verkoop ervan, te bestemmen voor de doeleinden vermeld in bijlage XXIII van Verordening (EG) nr. 1973/2004. Dat formulier bevat o.a. de hiernavermelde gegevens.

- de identificatie en ligging van de percelen waarop de betrokken grondstoffen worden geteeld, in overeenstemming met de "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" van de betrokken landbouwer en betreffende hetzelfde oogstjaar;

- de oppervlakte van elk van die percelen;

- voor elk perceel, de opgave van de teelt, het jaar van aanleg daarvan, de duur van de teeltcyclus en de verwachte oogstdata.

Art. 5. § 1. Het in artikel 4 bedoelde contract tussen de landbouwer en de inzamelaar of de eerste verwerker is enkel geldig indien het door beide partijen gedateerd en ondertekend wordt.

§ 2. Het contract moet opgesteld worden in overeenkomstig de in artikel 145, § 1, tweede lid, van Verordening (EG) nr. 1973/2004 vastgestelde voorwaarden en dient naast de voornaamste beoogde eindbestemmingen van de grondstoffen het volgende te vermelden

1° de naam en het adres van de contractsluitende partijen;

2° de duur ervan en het oogstjaar;

3° de oppervlakte van iedere verbouwde soort en type en de ligging van de betrokken percelen, in overeenstemming met de "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" van de betrokken landbouwer en betreffende hetzelfde oogstjaar;

4° per soort en per type gewas de geraamde hoeveelheid grondstof en alle voor de levering daarvan geldende voorwaarden. Wat betreft oliehoudende zaden moet de voorziene hoeveelheid ten minste gelijk zijn aan de betaalde oppervlakte vermenigvuldigd met de minimumopbrengst die door het bestuur meegedeeld wordt voor de bedoelde grondstof;

5° als het contract betrekking heeft op raapzaad, koolzaad, zonnebloempitten of sojabonen van GN-codes 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 of 1201 00 90, moeten eveneens de geraamde hoeveelheid bijproducten en de geraamde hoeveelheid bijproducten met een andere bestemming dan voeding of vervoeding worden vermeld, in beide gevallen per soort uitgedrukt;

6° de voornaamste eindbestemmingen die voor de grondstof worden beoogd in overeenstemming met de in artikel 145, § 1, en in artikel 163, lid 3, van Verordening (EG) nr. 1973/2004 vastgestelde voorwaarden.

§ 3. Het contract dient volgende clausules te bevatten :

1° de landbouwer verbindt zich ertoe om het geheel van de grondstof die geoogst is op de betrokken oppervlakten, te leveren aan de inzamelaar of aan de eerste verwerker;

2° de inzamelaar of eerste verwerker verbindt zich ertoe om het geheel van de oogst af te nemen en binnen de Gemeenschap een daarmee overeenkomende hoeveelheid van die grondstoffen of reeds verwerkte tussen- en/of bijproducten te gebruiken voor de vervaardiging van in bijlage XXIII bij Verordening (EG) nr. 1973/2004 bedoelde eindproducten, waarbij tevens voldaan wordt aan de eisen gesteld in artikel 145, § 3, van genoemde Verordening.

§ 4. De landbouwer moet er zorg voor dragen dat het contract wordt gesloten op een datum die zijn medecontracterende partij de mogelijkheid biedt om binnen de in artikel 6 vastgestelde termijnen een afschrift van bedoeld contract in te dienen bij het centraal bestuur.

Art. 6. De inzamelaar of de eerste verwerker die met de landbouwer het contract heeft gesloten, dient bij het centrale bestuur bedoeld in artikel 1, punt 21, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 een afschrift van het contract in binnen de volgende termijn :

1° voor de in de winter ingezaaide grondstoffen, uiterlijk 31 januari van het oogstjaar;

2° voor de in de lente ingezaaide grondstoffen, uiterlijk op de uiterste indieningsdatum van de "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" voor het betrokken jaar.

Beide contractsluitende partijen mogen het contract wijzigen of opzeggen voor zover de wijziging ondertekend is door beide partijen en op voorwaarde dat de landbouwer en de inzamelaar of de eerste verwerker het centrale bestuur in kennis daarvan stellen door een aanhangsel bij het initiële contract vóór de uiterste inzaaiingsdatum vastgesteld op 31 mei van het oogstjaar, onverminderd de toepassing van artikel 22, § 1, derde lid, van Verordening (EG) nr.796/2004.

Art. 7. § 1. In geval van contract stelt de inzamelaar of de eerste verwerker de volledige zekerheid bedoeld in artikel 158 van Verordening (EG) nr. 1973/2004 bij het centrale bestuur uiterlijk op de uiterste indieningsdatum van de "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" voor het betrokken jaar.

Wanneer een contract wordt gewijzigd of vernietigd, wordt de gestelde zekerheid dienovereenkomstig aangepast.

§ 2. De zekerheid wordt voor iedere grondstof vrijgegeven naar rata van de hoeveelheden die zijn verwerkt, mits het centrale bestuur over bewijzen beschikt dat deze hoeveelheden overeenkomstig de regelgeving zijn verwerkt.

Als het contract betrekking heeft op raapzaad, koolzaad, zonnebloempitten of sojabonen van GN-codes NC 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 of 1201 00 90 en die onderworpen zijn aan de procedure bedoeld in artikel 149, § 2, tweede lid, van Verordening (EG) nr. 1973/2004, moet de vastgestelde hoeveelheid nevenproducten die de maximale hoeveelheid bestemd voor voeding of vervoeding overschrijdt, herbestemd zijn naar andere markten dan de voedingsmarkt. Het bewijs moet worden geleverd aan het centrale bestuur.

Art. 8. § 1. In geval van contract, tijdens de teeltcyclus, als de landbouwer denkt dat hij, wegens bijzondere omstandigheden, niet in staat zal zijn om de totale hoeveelheid grondstof te leveren die in artikel 10, §§ 1 en 2, bedoeld is, deelt hij dit zo gauw mogelijk mee aan de bevoegde Directie Buitendienst van het bestuur die zijn dossier beheert, door die het bewijsstuk van schade aan teelten over te maken. Behalve in geval van overmacht moet dat bewijsstuk verplicht opgesteld worden door de Commissie van vaststelling van schade aan teelten.

Behalve in geval van overmacht zal elk bewijsstuk dat bij de bevoegde directie Buitendienst van het bestuur toekomt na de oogstdatum van de grondstof onontvankelijk zijn. Elk door voornoemde Commissie opgesteld bewijsstuk betreffende een vaststelling van schade aan teelten die vóór de oogstdatum werd uitgevoerd, blijft ontvankelijk voor zover het bij de bevoegde Directie Buitendiensten van het bestuur toekomt binnen dertig dagen na de datum van de betrokken vaststelling.

Wat betreft het jaar 2005 kan dat bewijsstuk ook opgesteld zijn op grond van een vaststelling die vóór de bekendmakingsdatum van dit besluit werd uitgevoerd hetzij door een ambtenaar van de Directie Controle, Afdeling Steun aan de Landbouw, Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest, hetzij door een ambtenaar van de Afdeling Onderzoek, Ontwikkeling en Kwaliteit van hetzelfde Directoraat-generaal.

§ 2. Wanneer de rechtvaardiging van een productietekort zoals bedoeld in § 1 door de bevoegde Directie Buitendiensten wordt aanvaard, geeft die toestemming om :

- ofwel de onder het contract vallende oppervlakten te verminderen;

- ofwel het contract op te zeggen;

- ofwel de in het contract vermelde hoeveelheid grondstof te verlagen door die evenredig met de geraamde omvang van de geleden teeltschade te verminderen.

Bij vermindering of schrapping van de onder het contract vallende oppervlakten, moet de landbouwer, om zijn recht op steun te behouden, overeenkomstig artikel 1, de betrokken gronden opnieuw braakleggen tot voldoening van het bestuur.

Hij verliest verder het recht om de grondstof geteeld op de uit het contract gelichte grond te verkopen, af te staan of te gebruiken.

Art. 9. Na iedere oogst van de betrokken grondstoffen meldt de landbouwer aan de bevoegde Directie Buitendiensten van het bestuur uiterlijk op 31 oktober, door middel van het door het Bestuur opgestelde formulier van oogstaangifte, per soort en per type, de totale geoogste en geleverde hoeveelheid evenals de identiteit van de persoon aan wie geleverd werd.

De oogstaangifte wordt echter uiterlijk ingediend :

- op 30 november in geval van kuilmaïs;

- op 31 december in geval van suikerbieten, aardperen en cichoreiwortels.

Art. 10. § 1. De landbouwer moet de medecontractant de hele hoeveelheid grondstof leveren die werd geoogst op de in het contract bedoelde oppervlakten.

De hoeveelheid grondstof die effectief door de landbouwer moet worden geleverd aan de inzamelaar of aan de eerste verwerker moet ten minste gelijk zijn aan de betrokken betaalde oppervlakte vermenigvuldigd met het in § 2 bedoelde representatieve rendement.

§ 2. Het bestuur stelt elk jaar representatieve rendementen op en deelt die mee via de pers. Voor de grondstoffen opgesomd in bijlage XXII van Verordening (EG) nr. 1973/2004 hoeven geen representatieve rendementen te worden vastgesteld.

§ 3. In geval van een productietekort, als de Directie Buitendiensten het schriftelijke bewijs van de landbouwer ter verklaring van dit tekort heeft aanvaard, houdt het bestuur rekening met de toestemming die vooraf werd verleend, in overeenstemming met hetgeen bepaald is in artikel 8, § 2, om de hoeveelheid grondstof die de producent krachtens § 1 moest leveren, te verminderen.

§ 4. In geval van een productietekort wordt aangenomen dat de landbouwer niet heeft voldaan aan zijn verplichtingen tot braaklegging wat betreft percelen die uit de productie genomen zijn voor de teelt van niet-voedingsgewassen, o.a. in de volgende gevallen :

1° als de rechtvaardiging die door de landbouwer werd ingeroepen ter verklaring van een tekort van de geleverde hoeveelheid, overeenkomstig artikel 8, § 1, niet werd aanvaard door de bevoegde Directie Buitendiensten;

2° als het bewijsstuk ter verklaring van dat tekort, zoals bedoeld in artikel 8, § 1, ontbreekt of bij de bevoegde Directie Buitendiensten toekwam na de oogstdatum of in voorkomend geval na de termijn van dertig dagen volgend op de datum van de in het tweede lid van diezelfde paragraaf bedoelde vaststelling;

3° als de daadwerkelijk geleverde hoeveelheid kleiner is dan wat vooraf door de bevoegde Directie Buitendiensten werd toegestaan in overeenstemming met hetgeen bepaald is in artikel 8.

Bijgevolg worden voor deze percelen de in artikel 51, § 3, van Verordening (EG) nr. 796/2004 bedoelde boetes toegepast naar rata van de hoeveelheid ontbrekende grondstof die wordt omgerekend naar een als niet teruggevonden beschouwde oppervlakte.

Art. 11. In geval van contract moet de inzamelaar of de eerste verwerker aan wie de landbouwer de grondstoffen leverde, uiterlijk op 15 oktober de volgende gegevens mededelen aan het centrale bestuur :

1° de hoeveelheid ontvangen grondstof, in bruto- en nettogewicht, per soort en per type gewas;

2° de identiteit en het adres van de betrokken landbouwer alsook zijn producentnummer;

3° de plaats van levering en opslag;

4° de referentie van het betrokken contract, namelijk het nummer van het contract dat door het bestuur werd toegekend.

Art. 12. § 1. De steun kan enkel aan de landbouwer worden betaald alvorens de grondstof wordt verwerkt als de voorschriften van artikel 155 van Verordening (EG) nr.1973/2004 worden vervuld, met name de volgende bepalingen :

1° de in artikel 9 bedoelde oogstaangifte is uitgevoerd;

2° in geval van contract :

- een afschrift van het contract werd tijdig ingediend bij het centrale bestuur door de inzamelaar of de eerste verwerker;

- het centrale bestuur heeft het bewijs ontvangen dat de volledige zekerheid door de inzamelaar of de eerste verwerker werd gesteld;

- de voorwaarden betreffende dat contract zijn vervuld.

§ 2. In gevallen van twee- of meerjarige gewassen wordt de betaling elk jaar uitgevoerd voor zover de in § 1, punt 2, bedoelde bepalingen worden vervuld in het eerste teeltjaar en mits de in § 1, punt 1°, bedoelde bepaling alsook de in artikel 11 bedoelde mededeling nageleefd worden tijdens het oogstjaar.

Art. 13. § 1. In geval van contract houdt de inzamelaar maandelijks een register bij waar de hiernavermelde gegevens staan vermeld :

1° de hoeveelheden grondstof die voor verwerking in het kader van dit besluit zijn gekocht en verkocht;

2° de naam en het adres van de landbouwers;

3° de naam en adres van de verdere kopers of verwerkers.

§ 2. Voor elke grondstof houdt de verwerker maandelijks een register bij waar de hiernavermelde gegevens staan vermeld :

1° de hoeveelheden van de voor verwerking aangekochte of ontvangen grondstof;

2° de hoeveelheden verwerkte grondstoffen alsook de hoeveelheden en soorten verkregen eind-, bij- en nevenproducten, die daarmee verband houden;

3° de verwerkingsverliezen;

4° de vernietigde hoeveelheden en de redenen voor die vernietiging;

5° de hoeveelheden en soorten afgewerkte producten en bijproducten die door de verwerker worden verkocht of afgestaan en de ervoor verkregen prijs;

6° de naam en adres van de verdere kopers of verwerkers.

§ 3. Elke verwerker moet de nodige gegevens betreffende de verwerking van grondstoffen onder contract mededelen aan het centrale bestuur en in het bijzonder :

1° een beschrijving van de verwerkingsketen;

2° de prijs van de bekomen producten;

3° de technische rendementen van de verwerking tot eindproduct, bijproduct of nevenproduct evenals de verliezen.

§ 4. De registers en de gegevens bedoeld in §§ § 1, 2 en 3 moeten ter controle worden voorgelegd aan het centrale bestuur telkens daarom wordt verzocht.

§ 5. Elke inzamelaar, eerste verwerker of verdere verwerker moet op elk ogenblik het centrale bestuur toestaan zijn boekhouding te controleren, zijn installaties te inspecteren, de voorraden na te zien en stalen te nemen van de grondstoffen.

§ 6. Alle voor de contracten, leveringen en verwerkingen bewijskrachtige documenten, nl. facturen, leveringsborden, transportdocumenten, productieboekhouding, voorraadlijsten en bestelnota's moeten gedurende 3 jaar vanaf de vrijgave van de zekerheid in het bedrijf bewaard worden.

Art. 14. Overeenkomstig artikel 145, § 3, van Verordening (EG) nr.1973/2004, in geval van contract meldt de inzamelaar of eerste verwerker die een grondstof of een daaruit vervaardigd tussen- of bijproduct onttrekt aan de niet-voedingssector, dit voorafgaandelijk aan het centrale bestuur door middel van het door die bevoegde overheid vastgelegde kennisgevingsformulier.

De overeenkomende hoeveelheid grondstof of daaruit vervaardigd tussen- of bijproduct dat ter vervanging van de onttrokken producten tot niet-voedingsproduct verder verwerkt werd, moet bij het centrale bestuur gemeld worden door middel van het door de bevoegde overheid vastgelegde kennisgevingsformulier.

De inzamelaar of eerste verwerker die de overeenkomstig artikel 152 van Verordening (EG) nr.1973/2004 beoogde voornaamste eindbestemmingen van de grondstoffen wijzigt, moet het centrale bestuur daar vooraf op de hoogte van brengen.

Art. 15. In geval van contract, bij intracommunautair handelsverkeer, zowel in het stadium grondstoffen, als tussenproducten, moet een T5-document of een alternatief bewijsstuk gebruikt worden voor het effectieve handelsverkeer, overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikelen 160 tot 162 van Verordening (EG) nr.1973/2004, en in geval van gelijkwaardig handelsverkeer, notificatieformulieren.

Hierbij moet het centrale bestuur vóór het vertrek van de goederen naar een andere lidstaat, door de inzamelaar of in voorkomend geval de eerste verwerker, op de hoogte gebracht worden van de naam en adres van de bestemming, de soort en het type product alsook de hoeveelheid en de maand van levering van het betrokken product.

Art. 16. In geval van contract moet de verwerking tot niet-voedingsproduct beëindigd zijn vóór 31 juli van het tweede jaar dat volgt op de oogst.

Wat betreft de grondstoffen onderworpen aan de in artikel 7, § 2, tweede lid, vermelde procedure, is de in het eerste lid bedoelde uiterste datum ook van toepassing voor de afzet buiten de markt van voor voeding of vervoeding bestemde producten.

Art. 17. § 1. De landbouwer mag op de braakgelegde grond van zijn bedrijf het volgende telen :

- graangewassen of raapzaad, koolzaad, zonnebloempitten of sojabonen van GN-codes 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 of 1201 00 90, als brandstof voor de verwarming van zijn bedrijf of voor de productie van energie of biologische brandstoffen;

- alle grondstoffen voor verwerking in zijn bedrijf tot biogas van GN-code 2711 29 00.

§ 2. In het geval bedoeld in § 1 moet de landbouwer :

1° een verbintenisverklaring indienen die het in artikel 4, eerste lid, vermelde contract vervangt waarin hij zich ertoe verbindt om het geheel van de betrokken grondstoffen rechtstreeks te gebruiken of te verwerken;

2° op zijn kosten alle geogste grondstof door een door het bestuur aangewezen instantie of bedrijf laten wegen en een specifieke boekhouding voeren van de gebruikte grondstof en de door de verwerking verkregen producten en bijproducten. Voor granen, oliehoudende zaden en stro ressorterend onder codes NC 1205 10 90, 1205 90 00, 1206 00 91, 1206 00 99 en 1201 00 90 en ook bij gebruik van de gehele plant kan de weging echter worden vervangen door een grondstofvolumebepaling;

3° behalve in geval van verwerking tot biogas, op zijn kosten de in § 1 bedoelde oliehoudende graangewassen of zaden denatureren of laten denatureren volgens de door het bestuur voorgeschreven methode. Bij de productie van biobrandstof wordt het denatureren van de in het bedrijf verkregen olie echter toegestaan in plaats van het denatureren van zaad;

4° een specifiek register bijhouden met, o.a., de geogste, verwerkte en rechtstreeks na verwerking gedensatureerde hoeveelheid grondstoffen;

5° zelf de in artikel 7 bedoelde zekerheid stellen.

§ 3. De bepalingen van artikelen 4 tot 16 zijn mutatis mutandis van toepassing op de landbouwer die zelf verwerker van de grondstoffen in zijn bedrijf is.

Art. 18. § 1. Gewassen van suikerbieten, aardperen en cichoreiwortels worden enkel toegestaan op braakgelegde gronden voor zover :

1° de suikerbiet niet bestemd is voor suikerproductie onder welke titel dan ook;

2° aardperen en cichoreiwortel niet onderworpen zijn aan een hydrolyseproces.

§ 2. In 2005 wordt geen steun verleend in het kader van het gebruik van braakleggingsrechten voor de braakgelegde grond waarop suikerbieten, aardperen of cichoreiwortels worden geteeld.

Voornoemde gewassen vallen evenwel onder de toepassing van hetgeen in dit besluit is bepaald onder dezelfde voorwaarden als de steun was verleend.

HOOFDSTUK IV. — Gebruik van braakleggingstoelagenrechten en verplichtingen inzake faunabeschermende braaklegging

Art. 19. In het kader van het gebruik van braakleggingsrechten komen de landbouwers die hebben geopteerd voor het stelsel van de faunabeschermende braaklegging bedoeld in artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006, in aanmerking voor een afwijking wat betreft de volgende verplichtingen :

1° de verplichting tot het maaien bedoeld in artikel 1, punten 6° en 7°, van dit besluit;

2° de verplichting tot vernietiging van het plantendek bedoeld in artikel 1, punt 8°.

De landbouwer die heeft geopteerd voor het stelsel van de faunabeschermende braaklegging, is er echter toe verplicht de volgende voorschriften na te leven op de betrokken oppervlakten :

1° er geen spontane bodembedekking op laten ontwikkelen;

2° ten laatste op 15 mei van het kalenderjaar van de indiening van de steunaanvraag het volgende zaaien :

- hetzij een plantendek dat samengesteld is uit een mengsel van soorten opgenomen in lijsten 1 en 2 van bijlage II met minstens 20 % van elke familie van dat mengsel;

- hetzij een plantendek samengesteld uit een door het bestuur toegestaan mengsel van soorten waarvan de bestanddelen niet afzonderlijk kunnen worden geogst.

3° de percelen die onder het stelsel van de faunabeschermende braaklegging worden braakgelegd, houden op zijn vroegst tot 1 november en uiterlijk op 15 december;

4° onder de in bijlage I bedoelde pesticiden, geen gebruik maken van diquat noch paraquat noch producten bestemd voor de vernietiging van knaagdieren;

5° de bodembedekking vernietigen aan het einde van de betrokken periode van faunabeschermende braaklegging behalve als de landbouwer vóór 1 november een afwijkingaanvraag indient bij de betrokken Directie Buitendiensten volgens de voorschriften van het bestuur :

6° de betrokken Directie Buitendiensten op de hoogte brengen van de voor elke vernietiging van het plantendek geplande datum ten minste twee werkdagen vóór de uitvoeringsdatum van die werken en dit tijdens de hele duur van de periode van faunabeschermende braaklegging.

Bovendien moeten de landbouwers die hebben geopteerd voor het stelsel van de faunabeschermende braaklegging, bij hun steunaanvraag een contract van faunabeschermende braaklegging voegen dat aangegaan is met de houder van het jachtrecht betrokken bij de percelen die het voorwerp uitmaken van het contract of voor diezelfde percelen, met een vertegenwoordiger van een vereniging die de natuurbescherming tot doel heeft ofwel met een vertegenwoordiger van een jachtraad. Indien de landbouwer zelf jager en houder van een jachtrecht is, kan het contract vervangen worden door een verklaring op erewoord van faunabeschermende braaklegging.

Die landbouwers die hebben geopteerd voor voornoemd stelsel, moeten ook bij hun steunaanvraag een kopie van het geldige jachtverlof van de in het vorige lid bedoelde houder van het jachtrecht voegen of in voorkomend geval, een kopie van de lidkaart van genoemde vereniging of jachtraad.

Het contract of de verklaring van faunabeschermende braaklegging moet de inventaris van de betrokken percelen bevatten en verplicht de ondertekenaars tot het naleven, wat betreft die percelen, van de algemene verbintenissen inzake braaklegging alsook de specifieke verbintenissen voor het stelsel van faunabeschermende braaklegging. Een contract- of verklaringsmodel is beschikbaar bij het bestuur.

HOOFDSTUK V. — Gebruik van braakleggingsrechten en bebossing van landbouwgronden

Art. 20. In het kader van het gebruik van braakleggingsrechten, kunnen de oppervlakten die bebost zijn ter uitvoering van artikel 31 van Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), als gevolg van een na 28 juni 1995 ingediende aanvraag, geboekt worden in hoofde van de braakgelegde oppervlakten. In dit geval zijn de bepalingen inzake goede landbouw- en milieucondities of bestemd voor de bescherming van het leefmilieu maar die onverenigbaar zijn met de bebossingseisen, niet van toepassing op de aldus braakgelegde oppervlakten.

HOOFDSTUK VI. — Bijzondere straffen betreffende de verplichtingen inzake braaklegging

Art. 21. De oppervlakten betreffende percelen die niet voldoen aan de in artikel 1 bedoelde verplichtingen, met uitzondering van de in het tweede en derde lid van dit artikel bedoelde verplichtingen, worden geacht niet te zijn geconstateerd in hoofde van de braaklegging in de zin van artikel 2, punt 22, van Verordening (EG) nr.796/2004. Deze bepaling geldt ook in geval van toepassing van artikel 50, § 4, van diezelfde Verordening.

In geval van niet-naleving van de in artikel 1, punten 3°, 5° en 6°, en in artikel 19, tweede lid, punten 4° en 6°, bedoelde verplichtingen, wordt het aan de landbouwer te betalen bedrag betreffende de percelen betrokken bij de niet-naleving van de verplichtingen, verminderd met het bedrag dat de landbouwer had gekregen indien de verplichtingen waren nageleefd, ten belope van een in het derde lid vastgesteld percentage.

Onverminderd andere boetes voorzien in geval van randvoorwaarden en goede landbouw- en milieucondities, worden de in het tweede lid bedoelde percentages vastgesteld op :

- 100 % indien de betrokken Directie Buitendiensten niet op de hoogte wordt gebracht van de datum die gepland is voor elke vernietiging van het voor een faunabeschermende braaklegging aangeplant plantendek, dit minstens twee werkdagen vóór de uitvoeringsdatum van die werken, overeenkomstig artikel 19, tweede lid, punt 6°;

- 50 % in geval van toepassing van andere fytofarmaceutische producten dan die welke toegestaan zijn overeenkomstig artikelen 1, punt 3, en 19, tweede lid, punt 4°, of in geval van niet-naleving van de voorgeschreven voorwaarden;

- 30 % zonder maaien vóór de zaadvorming onder de voorwaarden bedoeld in artikel 1, punt 6°, rekening houdend met de voorziene afwijkingen;

- 20 % in alle andere gevallen van niet-naleving van de verplichtingen.

HOOFDSTUK VII. — Algemene bepalingen

Art. 22. Op straffe van verval of nietigheid moet elk beroep tegen een beslissing genomen ter uitvoering van dit besluit bij aangetekende brief ingediend worden bij het centrale bestuur binnen dertig kalenderdagen volgend op de kennisgeving van de beslissing. Dat beroep sluit niet uit dat eventuele aanvragen om terugbetaling van ten onrechte gestorte bedragen worden ingediend. Bovendien worden de verschuldigde nalatigheidsinteressen niet opgeschort door dat beroep.

Art. 23. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Namen, 7 juli 2006.

BIJLAGE I

Toegelaten bestrijdingsmiddelen in geval van braaklegging

Voorwaarden	Producten	Betrokken planten en/of organismen, gebruik
1° vóór of na het zaaien maar vóór het verschijnen van zaailingen	GLYFOSAAT	Eenjarige en doorlevende grasachtigen en tweezaadlobbigen
	GLUFOSINAAT-AMMONIUM	Eenjarige en doorlevende grasachtigen en tweezaadlobbigen
	GLYFOSAAT -TRIMESIUM	Eenjarige en doorlevende grasachtigen en tweezaadlobbigen
	DIQUAT	Eenjarige en doorlevende grasachtigen en tweezaadlobbigen
	PARAQUAT	Eenjarige en doorlevende grasachtigen en tweezaadlobbigen
	DIQUAT + PARAQUAT	Eenjarige en doorlevende grasachtigen en tweezaadlobbigen
	TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Tweezaadlobbige onkruiden en struiken
2° Vóór de datum van 31° mei	BENTAZON	Eenjarige tweezaadlobbigen in grassen
	CARBETAMIDE	Eenjarige grasachtigen in luzerne
	CHLOORPROFAM	Eenjarige grasachtigen en tweezaadlobbigen in klaver en luzerne
	ETHOFUMESAAT	Bepaalde tweezaadlobbigen (muur) en bepaalde grasachtigen (straatgras, duist, windhalm) in raaigras
	FLUAZIFOP-P-BUTYL	Duist, hanepoot, wilde haver, windhalm, graanopslag, kweek en doorlevende grasachtigen in klaver en luzerne
	FLUROXYPYR	Tweezaadlobbigen in grasachtigen
	FLUROXYPYR + CLOPYRALID + MCPA	Tweezaadlobbigen in grasachtigen
	CYCLOXYDIM	Eenjarige grasachtigen en kweek in klaver en luzerne
	2,4-D, DICAMBA, MECOPROP-P, DICHLORPROP-P, MCPA en hun combinaties	Eenjarige en doorlevende tweezaadlobbigen in grassen
	MCPB	Eenjarige en doorlevende tweezaadlobbigen in klaver en grasachtigen
	PARAQUAT	Grasachtigen en tweezaadlobbigen in de rustperiode (november – februari) in klaver en luzerne
	PENDIMETHALIN	Tweezaadlobbigen in lupinen
	PROPYZAMIDE	Grasachtigen in luzerne
	THIFENSULFURON	Eenjarige tweezaadlobbigen in grassen
	ISOXABEN	Eenjarige en doorlevende tweezaadlobbigen in grassen
3° Bij plaatselijke behandeling	CLOPYRALID + FLUROXYPYR + IOXYNIL	Tweezaadlobbigen in grasachtigen (in de lente of in de herfst)
	CLOPYRALID + MECOPROP-P	Tweezaadlobbigen en schadelijke distels in grasachtigen
	2,4-D, DICAMBA, MECOPROP-P, DICHLORPROP-P, MCPA en hun combinaties	Eenjarige en doorlevende tweezaadlobbigen in grassen
	METABENZTHIAZURON	Beemdgras in grasachtigen (half september – half oktober), distel in grasachtigen om de vorming van zaad te voorkomen
	METSULFURON-METHYL	Zuring in grassen
	ASULAM	Zuring in grassen
	FLORASULAM	Eenjarige tweezaadlobbigen (inclusief kamille, walstro, rode bastaardmuur) in grasachtigen
	TRICLOPYR	Houtige planten, paardestaart en tweezaadlobbigen onkruiden
	TRICLOPYR + FLUROXYPYR	Tweezaadlobbige onkruiden en struiken
4° Met het oog op het verminderen van de groei en de vruchtzetting van de bodembedekking	TRIMESIUM-GLYFOSAAT	Rood en rietzwenkgras, facelia, raaigras, klaver, voederwikke
	GLYFOSAAT	rood en rietzwenkgras, gele mosterd, facelia, Engels raaigras, witte, rode en inkarnaatklaver, voederwikke
	METSULFURON-METHYL	gele mosterd, voederkoolzaad, facelia, Alexandrijnse witte, rode en inkarnaatklaver, voederwikke, spontane bodembedekking
	DICAMBA	Facelia, witte, Perzische en inkarnaatklaver

Toepassingsstadia :

- Rood en rietzwenkgras : vanaf het stadium "eerste knoop" tot het stadium "zwellen van de stengel"
- Gele mosterd : vanaf het « openen van de bloemknoppen en het verschijnen van de eerste kroonbladeren » tot « enkele bloemen/plant »
- Facelie vanaf het « openen van de bloemknoppen en het verschijnen van de eerste kroonbladeren » tot het «verschijnen van de eerste bloemen »
- Bladramenas : vanaf « volle bloei »
- Engels, Italiaans en hybride raaigras : vanaf het stadium "eerste knoop" tot het stadium "zwellen van de stengel"
- Witte, rode, inkarnaat-, Perzische, Alexandrijnse, bastaardklaver : vanaf het stadium "begin bloei" tot het stadium "volle bloei"
- Voederwikke : vanaf het stadium "begin bloei" tot het stadium "eerste platte peulen"

Voorwaarden	Producten	Betrokken planten en/of organismen, gebruik
5° Vernietiging van de vegetatie op het einde van de braaklegging	GLYFOSAAT GLUFOSINAAT-AMMONIUM GLYFOSAAT-TRIMESIUM	Eenjarige en doorlevende grasachtigen en tweezaadlobbigen Eenjarige en doorlevende grasachtigen en tweezaadlobbigen Eenjarige en doorlevende grasachtigen en tweezaadlobbigen
6° Vernietiging van knaagdieren in meerjarige braak	CHLOROPHACINON BRODIFACOUM	Bos- en veldmuizen Bosmuis

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de verplichtingen inzake braaklegging bij toepassing van de bedrijfstoelageregeling bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Namen, 7 juli 2006.

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE II

Lijst van de gewassen toegelaten op braakgelegde grond

LIJST 1 : lijst van de gewassen toegelaten op braakgelegde grond met verplichting tot maaien vóór de zaadvorming

Familie	Latijnse naam	Franse naam
Gramineae	<i>Festuca rubra</i>	Roodzwenkgras
Gramineae	<i>Agrostis capillaris</i>	Gewoon struisgras
Gramineae	<i>Poa pratensis</i>	Veldbeemdgras
Gramineae	<i>Festuca ovina</i>	Schapegras
Gramineae	<i>Festuca pratensis</i>	Beemdlangbloem
Gramineae	<i>Phleum pratense</i>	Timoteegras (Timotheegras)
Gramineae	<i>Lolium perenne</i>	Engels raaigras
Gramineae	<i>Lolium multiflorum</i>	Italiaans raaigras
Gramineae	<i>Dactylis glomerata</i>	Kropaar
Gramineae	<i>Festuca arundinacea</i>	Rietzwenkgras
Gramineae	<i>Lolium hybridum</i>	Gekruist raaigras
Gramineae	<i>Alopecurus pratensis</i>	Vossestaart
Papilionaceae	<i>Vicia sativa</i>	Voederwikke
Cruciferae	<i>Raphanus sativus</i> var. <i>oleiformis</i>	Bladramenas
Cruciferae	<i>Sinapis alba</i>	Gele mosterd
Cruciferae	<i>Brassica nigra</i>	Zwarte mosterd
Cruciferae	<i>Brassica juncea</i>	Sareptamosterd
Cruciferae	<i>Brassica oleracea</i>	Voederkool

LIJST 2 : lijst van de gewassen toegelaten op braakgelegde grond zonder verplichting tot maaien vóór de zaadvorming

Familie	Latijnse naam	Franse naam
Papilionaceae	<i>Trifolium repens</i>	Witte klaver
Papilionaceae	<i>Trifolium pratense</i>	Rode klaver
Papilionaceae	<i>Trifolium resupinatum</i>	Perzische klaver
Papilionaceae	<i>Trifolium hybridum</i>	Bastaardklaver
Papilionaceae	<i>Trifolium alexandrinum</i>	Alexandrijnse klaver
Papilionaceae	<i>Medicago lupulina</i>	Hopperupsklaver
Papilionaceae	<i>Medicago sativa</i>	Luzerne
Papilionaceae	<i>Trifolium incarnatum</i>	Inkarnaatklaver
Papilionaceae	<i>Melilotus alba</i> Medicus	Witte honingklaver
Papilionaceae	<i>Onobrychis viciifolia</i>	Steenklaver
Papilionaceae	<i>Lotus corniculatus</i>	Rolklaver
Papilionaceae	<i>Melilotus officinalis</i>	Akkerhoningklaver
Hydrophyllaceae	<i>Phacelia tanacetifolia</i>	Facelie
Compositae	<i>Tagetes erecta</i>	Afrikaantje

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de verplichtingen inzake braaklegging bij toepassing van de bedrijfstoelageregeling bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Namen, 7 juli 2006.

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN